

VOIX DU TERRAIN

Comment l'industrie minière mondiale profite de la pandémie de COVID-19



VOIX DU TERRAIN

Comment l'industrie minière mondiale profite de la pandémie de COVID-19
Juin 2020

Télécharger le rapport:

<https://miningwatch.ca/publications/2020/6/2/voices-ground-how-global-mining-industry-profiting-covid-19-pandemi>



EARTHWORKS



Institute for
Policy Studies
Global Economy Project

**london
mining
network**



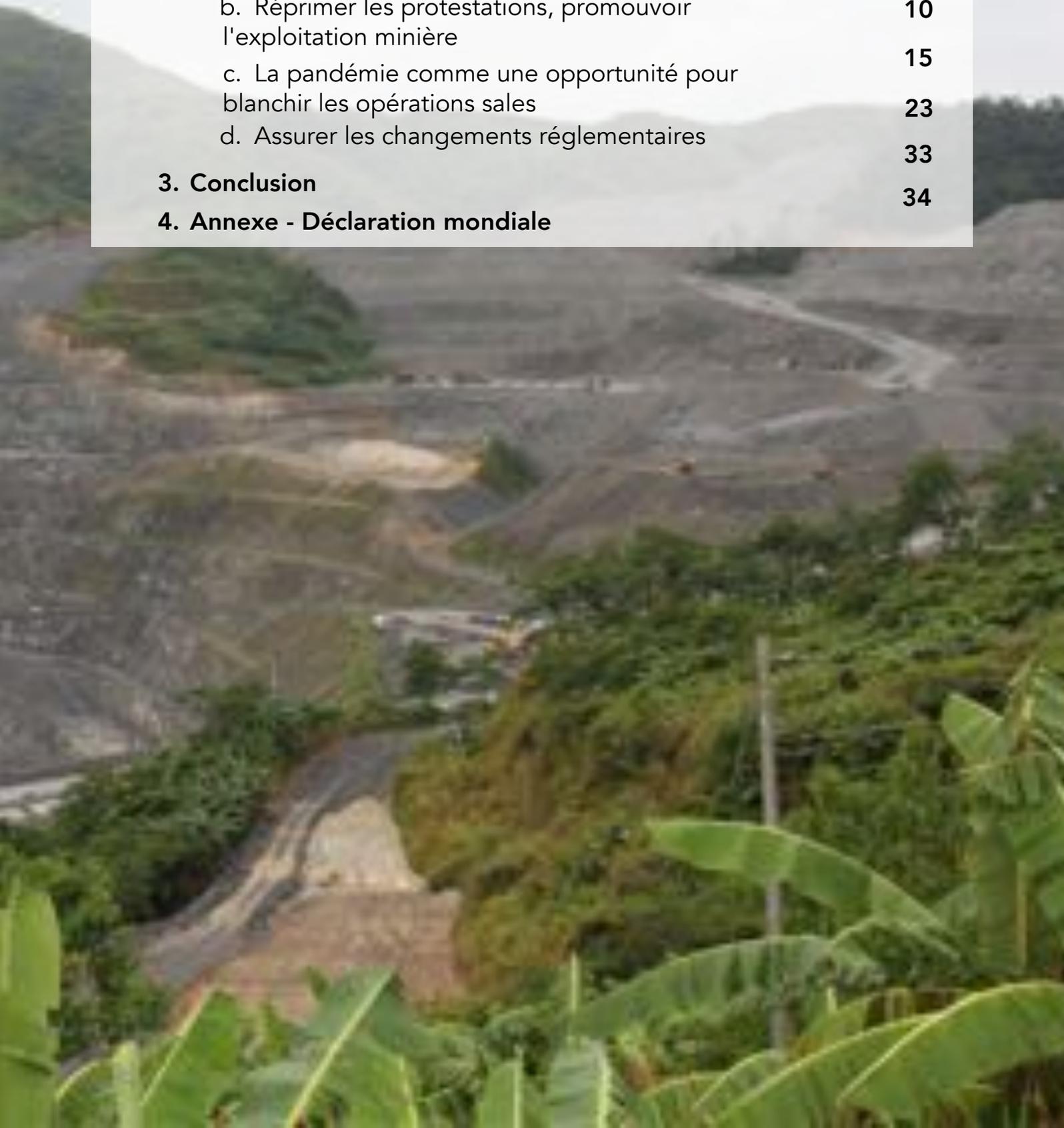
Earthworks (USA), Institute for Policy Studies - Global Economy Program (USA),
London Mining Network (UK), MiningWatch Canada, Terra Justa, War on Want (UK)
and Yes to Life No to Mining

Projeto: Alfred Rhoades

Couverture- La Puya, Guatemala. Photo: Jen Moor
Quatrième de couverture: Esquel, Argentina. Photo: Nicolas Palacios

Table des Matières

1. Introduction	1
2. Les modèles de profit	2
a. Ignorer les menaces, mettre les gens en danger	3
b. Réprimer les protestations, promouvoir l'exploitation minière	10
c. La pandémie comme une opportunité pour blanchir les opérations sales	15
d. Assurer les changements réglementaires	23
3. Conclusion	33
4. Annexe - Déclaration mondiale	34



INTRODUCTION

L'industrie minière est l'une des industries les plus polluantes, les plus meurtrières et les plus destructrices au monde. Pourtant, à ce jour, les réponses des entreprises minières à la pandémie de COVID-19 ont fait l'objet d'un examen public limité par rapport aux autres industries qui cherchent à tirer profit de cette crise.

Ce document a été rédigé pour présenter des cas approfondis qui illustrent les quatre tendances mises en évidence dans la lettre ouverte internationale « Solidarité mondiale avec les communautés, les peuples autochtones et les travailleurs menacés par les profiteurs de la pandémie minière » (Annexe 1). Ces tendances, que nous développons ici, constituent une menace immédiate pour la santé et la sécurité des communautés et des organisations qui luttent depuis des décennies pour défendre la santé publique et leur environnement contre la destruction et la dévastation de l'extractivisme minier, ainsi que pour la sécurité des travailleurs du secteur minier.

Il ne s'agit pas d'un aperçu complet de l'industrie minière mondiale, mais plutôt d'une illustration des tendances que nous avons analysées avec les communautés et les organisations sociales avec lesquelles nous entretenons des relations en Amérique, dans la région Asie-Pacifique, en Afrique continentale et en Europe. Nous sommes motivés par la vigueur dont font preuve les communautés et les peuples autochtones touchés par les mines dans des circonstances de plus en plus difficiles, et leur voix doit absolument être entendue.

Nous avons complété ces résultats par un examen de près de 500 sources médiatiques (principalement en anglais et en espagnol, mais aussi en français et en portugais), de communiqués de presse et de rapports sur l'exploitation minière dans le contexte de COVID-19. Les sources continuent d'être compilées collectivement dans une base de données ouverte (à laquelle de nombreuses autres organisations contribuent), qui peut être consultée sur demande.

Ce rapport d'instantané se concentre donc sur les impacts subis par les communautés et les organisations touchées par les mines, et par certains travailleurs. Dans le cadre de cet effort, nous laisserons l'analyse des marchés des métaux et des minéraux, le mouvement des fusions et acquisitions, les plans de sauvetage de l'industrie et l'accroissement de la spéculation (et donc du financement) des nouveaux projets miniers sur les « métaux précieux » en particulier, aux grands périodiques et journaux industriels qui couvrent ces tendances de près. Le rapport donne plutôt un aperçu des réalités vécues sur le terrain qui ne sont pas largement analysées dans les médias grand public.

Ce rapport d'instantané a été produit conjointement par Earthworks (USA), Institute for Policy Studies - Global Economy Program (USA), London Mining Network (UK), MiningWatch Canada, Terra Justa, War on Want (UK) et Yes to Life, No to Mining, avec la contribution de nombreuses organisations et communautés partenaires dans différentes parties du monde.

Les résultats sont mis à jour jusqu'au 1er juin 2020.

MODÈLES DE PROFIT





Didipio, Philippines. Photo: Hannibal Rhoades

***A. LES ENTREPRISES MINIÈRES
IGNORENT LES MENACES
RÉELLES DE LA PANDÉMIE ET
CONTINUENT À EXPLOITER
PAR TOUS LES MOYENS
DISPONIBLES***

Les sociétés minières et de nombreux gouvernements ont fait pression pour que l'exploitation minière soit classée comme un service essentiel, permettant de poursuivre les opérations malgré des risques importants. Ce faisant, ils sont devenus des vecteurs essentiels de la propagation du virus et font courir de grands risques aux communautés, aux populations rurales et urbaines, ainsi qu'à leur main-d'œuvre. Dans de nombreux cas, les communautés autochtones et rurales sont déjà très exposées au virus, en particulier les communautés dont la santé a été affectée par la contamination générée par l'extraction minière. Ils luttent pour se protéger contre d'éventuelles épidémies.

En Argentine, les défenseurs de l'environnement ont condamné l'entreprise canadienne Yamana Gold, qui a profité de la fermeture imposée dans tout le pays pour faire avancer son projet d'exploration Suyai dans la province de Chubut, où l'exploitation minière est interdite depuis 2003 en raison d'une opposition généralisée.¹ Le 4 mai, les communautés sont descendues dans la rue pour protester contre cette décision tout en respectant la distanciation physique.² Beaucoup de personnes ont reçu des menaces de la part de la police.

"Chubut souffre d'une crise qui a été conçue pour imposer l'exploitation minière à grande échelle, et la pandémie est la cerise sur le gâteau. Les gens continuent de crier « non ! » tandis que les entreprises minières affinent leurs stratégies avec de nouveaux partenaires. Les entreprises investissent au beau milieu de cette pandémie alors que les gouvernements compromis, vendent la dignité de leurs peuples"

Voisin touché et membre de NoALaMina Esquel

Au Brésil, le 29 mars 2020, cinq jours seulement après que le secteur a promis de donner des millions de kits de dépistage au gouvernement fédéral,³ le ministère de l'Énergie et des Mines a adopté la résolution 135/2020⁴ qui a déterminé que l'extraction, la commercialisation, le transport et la fourniture de produits minéraux étaient des activités essentielles. Le 28 avril, le gouvernement a renforcé cette résolution ministérielle par un décret présidentiel (10.329/2020). La Conférence épiscopale brésilienne ainsi que de nombreuses organisations de la société civile ont condamné ces mesures.⁵ Les entreprises minières ont laissé travailler des centaines de milliers de personnes à proximité et les ont exposées aux risques de COVID-19, alors qu'elles continuent à tirer des bénéfices,⁶ à obtenir de nouvelles concessions minières et des permis environnementaux pour maintenir ou étendre leurs activités.

Les entreprises affirment que leurs protocoles de santé et de sécurité sont adéquats, malgré les plaintes des travailleurs. Étant donné que le Brésil est l'un des pays où le taux de dépistage de COVID-19 est le plus faible au monde, il est difficile d'obtenir des chiffres globalement fiables. À Itabira, un centre minier de l'État du Minas Gerais, les essais à grande échelle n'ont commencé que fin mai. Selon le syndicat local, au cours des premiers jours de la campagne, 642 travailleurs de Vale ont été testés et 81 (12%) ont été confirmés positifs au COVID-19.⁷ Aucun de ces cas n'a été identifié par le programme de surveillance de la santé de l'entreprise. Par ailleurs, à Parauapebas, la principale ville minière de l'État du Pará, le nombre de décès dus à des maladies respiratoires (indicateur de la gravité de la pandémie de COVID-19) en avril 2020 était 200 % plus élevé qu'en avril 2019.⁸ La moyenne générale au Pará a augmenté de 76 %. Dans ce contexte, le secteur minier est devenu l'un des plus importants vecteurs de la propagation du virus dans le pays.

"Face au COVID-19, nos dirigeants font passer la santé et la sécurité de nos membres avant tout, même l'économie", Chef de l'APNQL

Au **Canada**, la mine de palladium du Lac des Îles (Impala Canada), dans le nord de l'Ontario, a continué à exploiter lorsque l'exploitation minière a été classée comme un service essentiel, et même après qu'une épidémie a été signalée. Aujourd'hui, la mine compte au moins 25 travailleurs infectés et un travailleur est mort.⁹ La communauté autochtone voisine, la Première nation de Gull Bay, fait état d'¹⁰ au moins 8 personnes infectées en relation avec l'épidémie à la mine. L'entreprise a récemment annoncé qu'elle reprendrait ses activités à la fin du mois de mai,¹¹ ce que le GBFN considère avec « appréhension »¹². À la suite de ces épidémies, la Première nation Neskantaga a demandé au gouvernement de l'Ontario de suspendre les permis d'exploration minière (également considérés comme un « service essentiel »), déclarant que « les communautés sont surchargées et épuisées »¹³. Dans le nord de l'Alberta, le projet de mine de sables bitumineux de Kearl Lake (Imperial Oil), considéré comme un service essentiel par le gouvernement provincial, a également continué à poursuivre ses activités pendant la pandémie. Au total, 45 travailleurs ont été testés positifs,¹⁴ et beaucoup ont présenté des symptômes en quittant la mine pour retourner chez eux dans quatre autres provinces du pays¹⁵ (propageant ainsi le virus jusqu'aux côtes de l'Atlantique et du Pacifique). En rentrant chez eux en Colombie britannique, les travailleurs ont provoqué la propagation de l'infection à au moins 7 autres personnes.¹⁶ L'infection s'est également propagée par l'intermédiaire de ces travailleurs aux provinces de la Nouvelle-Écosse et du Nord du Saskatchewan où 152 cas ont été signalés et où deux anciens indigènes Dene de la communauté de La Loche sont morts du virus.¹⁷

Dans le Nord du Québec et au Labrador, l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador a condamné la décision du gouvernement du Québec pour avoir classé l'exploitation minière comme un « service essentiel » après la suspension des opérations pendant un mois sans le statut de « la mise en danger injustifiée des communautés autochtones ».¹⁸

Dans les provinces de Lualaba et du Haut-Katanga, en **République démocratique du Congo**, les travailleurs des mines industrielles de cuivre-cobalt, dont beaucoup sont détenues et exploitées par des multinationales, ont été contraints de choisir entre être confinés sur le site de la mine ou prendre un « congé technique » avec peu ou pas de rémunération.¹⁹ Si les travailleurs choisissent de rester, ils sont contraints de travailler un nombre d'heures excessif et de dormir dans de mauvaises conditions avec une alimentation insuffisante, parfois pendant des mois.

En Équateur, les compagnies minières ont été exemptées des mesures de confinement imposées au reste de la population. La société chilienne de cuivre CODELCO et la société minière d'État équatorienne ENAMI ont profité du confinement imposé par le gouvernement pour faire avancer des activités d'exploration non souhaitées. Les compagnies ont envahi la Mancomunidad du Choco Andino, dans le nord-ouest du pays, avec des machines et des outils pour commencer l'exploitation minière.²⁰ Les communautés autochtones des provinces de Loja, Pichincha, Napo et Morona Santiago ont également condamné les sociétés d'exploration pour avoir fait avancer des activités non désirées pendant la pandémie.²¹

Dans le nord-ouest de l'Équateur, le projet controversé de Llorimagua est au centre des luttes anti-mines dans la région de la forêt tropicale Intag depuis des décennies. Le 31 mars, le gouvernement lui a donné son feu vert et a signé un accord de joint-venture entre la société minière d'État, l'ENAMI, et la société chilienne d'exploitation du cuivre, CODELCO.²² L'accord a ensuite été mis en suspens après avoir signalé des trafics d'influence.²³ Suite à cette décision, l'administration municipale de Cotacachi a imploré le gouvernement de ne pas utiliser la crise sanitaire au profit de l'exploitation minière, mais plutôt de promouvoir les activités écologiques à petite échelle qui font la réputation de la région.²⁴ Dans le sud de l'Amazonie équatorienne, l'Assemblée du peuple Shuar Arutam (PSHA) a alerté le public d'une possible épidémie de COVID-19 dans les communautés Shuar Arutam isolées, suite à la participation de certains membres de la communauté à l'Association des prospecteurs et développeurs du Canada (PDAC), sur invitation de la société minière canadienne Solaris Resources.²⁵ Une semaine seulement avant que la pandémie mondiale ne soit déclarée et malgré les avertissements, des journalistes ont rapporté que la PDAC ou « Convention sur le coronavirus »²⁶ s'est déroulée dans le centre-ville de Toronto. Plusieurs participants ont ensuite été testés positifs. De retour chez eux, sur le territoire de Shuar Arutam dans le sud de l'Équateur, deux proches parents de participants à la PDAC sont morts de symptômes de type COVID et au moins 8 autres ont présenté des symptômes.

Plus de 100 organisations ont condamné les actions de l'entreprise, estimant qu'elles mettaient les communautés en grand danger.²⁷ L'Autorité provinciale des services de santé (PHSA) a également dénoncé Solaris Resources pour avoir organisé la délégation à Toronto, qui s'est déroulée sans les dirigeants dûment élus de leur organisation représentative et sans respect pour leur opposition exprimée à l'exploitation minière sur leur territoire.

“Les compagnies minières profitent de la pandémie pour continuer à tenter d'imposer leurs activités sur nos territoires. Elles ne respectent pas l'état d'urgence et continuent d'infiltrer nos communautés. Cela nous fait courir un plus grand risque” - PSHA, Équateur

Au **Mali**, B2Gold Corp a signalé pour la première fois qu'un travailleur avait été infecté par le virus dans son camp d'exploration de Fekola le 16 avril.²⁸ Néanmoins, la société a poursuivi ses activités comme d'habitude. Aujourd'hui, on rapporte que dix travailleurs sont infectés par le COVID-19, dont neuf sont asymptomatiques.²⁹ La mine de Fekola continue à exploiter à pleine capacité.

Au **Mexique**, bien que l'exploitation minière ne soit pas considérée comme une activité essentielle avant le 18 mai, les grandes sociétés minières mexicaines, Grupo Frisco, Fresnillo et Industrias Peñoles, n'ont jamais suspendu leurs activités. Par exemple, à Zacatecas, au Mexique, Ocampo Mining Tayahua, une filiale du Grupo Frisco et propriété de Carlos Slim, des organisations rurales et syndicales ont dénoncé l'entreprise pour avoir poursuivi les travaux dans la mine souterraine, préférant payer une amende que d'arrêter le travail.³⁰ Au moins deux travailleurs de la mine ont été testés positifs pour le COVID-19. Les travailleurs ont également protesté contre les bas salaires.³¹ En outre, en avril, M. Roberto de la Rosa Dávila, un dirigeant de la communauté voisine de Salaverna, a reçu des menaces de la part des employés du Grupo Frisco lorsqu'il a insisté pour qu'ils arrêtent les travaux d'exploration sur les terres qu'il travaille. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'entreprise pour transformer les activités à Tayahua en une mine à ciel ouvert, ce que M. Dávila et d'autres ne sont pas prêts à accepter.³² La société a porté plainte contre M. Dávila et le procureur a ensuite effectué une visite intimidante à son domicile, lui demandant de se présenter à leur bureau. Cela a fait craindre qu'il ne risque d'être détenu arbitrairement, ce qui mettrait en danger sa sécurité physique et déclencherait un processus de pénalisation basé sur de fausses accusations. Depuis lors, des organisations nationales et internationales ont fait part de leurs inquiétudes quant à la sécurité et à la liberté de M. Dávila.³³

En **Irlande du Nord**, le 4 avril, des activistes communautaires ont observé et enregistré des images d'employés de Dalradian Resources qui continuent à mener des activités de surveillance malgré le fait que l'exploitation minière ne soit pas répertoriée comme une activité essentielle dans le pays. Un conseiller local a indiqué que les bureaux et le complexe minier de Dalradian restaient ouverts et que le personnel de l'entreprise continuait à accéder à des propriétés privées, à traverser les champs des agriculteurs et à prélever des échantillons d'eau sans porter d'EPI ni observer de distanciation sociale, malgré le confinement national au Royaume-Uni.³⁴

Au **Panama**, le 20 mars, les autorités gouvernementales ont exempté la mine Cobre Panama, exploitée par la société canadienne First Quantum Minerals, des mesures de confinement imposées à la population. Le 24 mars, la société a annoncé que plusieurs membres de son personnel contractuel avaient contracté le virus.³⁵ Malgré cela, elle a continué à mener ses activités. Le 4 avril, le premier travailleur est mort³⁶ du virus, mais l'entreprise a quand même poursuivi ses activités. Un jour plus tard, le ministre panaméen de la Santé a ordonné à First Quantum de suspendre temporairement ses activités.³⁷ Mais à ce moment-là, le virus avait déjà atteint le personnel. Le 19 avril, la société a évacué 800 travailleurs du site de la mine, et le 30 avril, 106 travailleurs³⁸ avaient été testés positifs, avec 850 en quarantaine. À ce jour, cinq travailleurs seraient morts du virus.³⁹

Au **Pérou**, la grande mine de cuivre d'Antamina (Glencore/BHP/Teck) a été autorisée à poursuivre ses activités par le gouvernement péruvien, quoique sous une forme modifiée. Le 31 mars, l'entreprise a signalé ses premiers travailleurs⁴⁰ infectés, et le 3 avril, les travailleurs se sont plaints que l'entreprise ne prenait pas l'épidémie au sérieux et que beaucoup d'autres présentaient des symptômes.⁴¹ Malgré ces avertissements, la société n'a pas pris de mesures pour fermer la mine avant le 13 avril.⁴² Au 30 avril, un travailleur a été déclaré mort⁴³ et 210 autres ont été infectés.⁴⁴ À la mine Constancia de Hudbay, la société a d'abord nié les allégations des travailleurs selon lesquelles il y avait des membres infectés. Au moins 21 travailleurs ont été testés positifs depuis.⁴⁵ Les autorités sanitaires locales et les communautés touchées, préoccupées par la propagation de l'épidémie, exigent que l'entreprise fasse l'objet d'une enquête pour avoir mis en danger la vie de leurs travailleurs et de leurs communautés en violant les mesures sanitaires en vigueur.⁴⁶ Au 24 mai, plus de 800 travailleurs ont été infectés et il y a eu au moins un mort dans 24 exploitations minières du Pérou.⁴⁷ Le rapport potentiel entre ces épidémies et les cas au sein des communautés avoisinantes n'est pas encore clair. Les organisations de la société civile péruvienne ont critiqué la décision du gouvernement d'autoriser l'exploitation minière, en invoquant les risques qui pèsent sur la santé des communautés rurales et des peuples autochtones déjà aux prises avec des problèmes médicaux préexistants.⁴⁸

En **Sibérie**, au moins 866 travailleurs des mines ont été testés positifs pour le COVID-19 et les travailleurs soupçonnent que beaucoup d'autres pourraient être infectés. Plus de 6 000 personnes travaillent dans la mine d'or géante Olimpiada en Russie, exploitée par la société russe Polyus. Cela représente une augmentation considérable par rapport aux 89 travailleurs dont le test de dépistage s'est révélé positif le 12 mai.⁴⁹ Récemment, le gouvernement a envoyé des militaires pour mettre en place un hôpital et mettre la mine en quarantaine, ce que certains travailleurs critiquent comme un moyen de les empêcher de se soulever pour des raisons de santé et de sécurité.⁵⁰ La mine a continué à poursuivre ses activités malgré le nombre exorbitant de travailleurs infectés.

“Ils ont fait venir la Garde nationale pour que nous ne déclenchions pas une émeute, nous ont entourés comme dans les prisons avec des patrouilles partout” - mineur non identifié à la presse⁵¹.

Le 26 mars, le gouvernement **sud-africain** a ordonné la fermeture de l'industrie minière pour une période de 21 jours.⁵² Puis, le 14 avril, le gouvernement a modifié les mesures de confinement visant à exempter l'industrie minière et à permettre aux entreprises un déploiement progressif pour reprendre leurs activités, une mesure critiquée par l'Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU - Syndicat des travailleurs des mines et de la construction)⁵³ qui a déclaré que les mesures de santé et de sécurité requises pour un retour en toute sécurité étaient inadéquates, et a récemment exigé un test universel pour les travailleurs à la suite de grandes flambées à la⁵⁴ mi-mai. La situation est particulièrement préoccupante dans la mine d'or souterraine d'Anglo Gold Ashanti, à Mponeng, à 4 km de profondeur, où 164 travailleurs ont été testés positifs.⁵⁵ La société a indiqué que la mine tournait à 50 % et continuait à le faire, même lorsque les premiers travailleurs ont été testés positifs la semaine précédant l'apparition de l'épidémie.⁵⁶ Depuis que le confinement du gouvernement a été abrogé, au moins 195 travailleurs ont été testés positifs et une personne est morte⁵⁷ des suites du COVID-19.



Didipio, Philippines. Photo: Julie Simongo, United People's Organization of Didipio

**B. LES GOUVERNEMENTS DU
MONDE ENTIER PRENNENT DES
MESURES EXTRAORDINAIRES POUR
METTRE FIN AUX MANIFESTATIONS
LÉGITIMES ET PROMOUVOIR LE
SECTEUR MINIER**

Sans surveillance ni contrôle public, les gouvernements ont imposé des restrictions à la liberté d'association et de circulation des personnes afin de protéger la santé publique. Mais ces mesures sévères et même militarisées compromettent la capacité des gens à défendre leur territoire et leur vie. Les défenseurs des terres sont davantage exposés à des violences ciblées et certains restent injustement emprisonnés, ce qui représente un risque supplémentaire d'infection. Les gouvernements ont également déployé des forces d'État (militaires et policières) pour réprimer les protestations légitimes et sûres, en particulier dans les cas où il existe une opposition de longue date aux activités d'une entreprise. Dans certains cas, il s'agit de la mise en œuvre de règlements ou d'obstacles à l'accès au système judiciaire qui renforcent l'impunité, ainsi que d'une présence militaire et policière accrue dans ces territoires. En attendant, les sociétés minières sont autorisées à poursuivre leurs activités sur ces mêmes territoires ou à le faire, malgré les restrictions. Ces actions et d'autres encore profitent cyniquement et injustement au secteur minier extractif.

En **Colombie**, de sérieuses inquiétudes ont été soulevées concernant le nouvel ensemble de risques que la pandémie COVID-19 présente pour les leaders sociaux, les défenseurs et les communautés à risque menacées de violence.⁵⁸ Les organisations de la société civile préviennent que si les mouvements des défenseurs sont limités par les mesures de maintien à domicile, les groupes armés continuent de se mobiliser contre eux. Depuis que le premier cas de COVID-19 a été identifié en Colombie le 6 mars dernier, l'organisation INDEPAZ a documenté le meurtre de 36 défenseurs des droits de l'homme.⁵⁹ Jorge Enrique Oramas est le 100ème défenseur assassiné cette année, le 16 mai.⁶⁰ Il était un militant écologiste opposé à l'exploitation illégale de l'or dans le parc national de Los Farallones qui se serait intensifiée pendant la pandémie.⁶¹ Une des nombreuses déclarations publiques concernant le fléau de la violence contre les défenseurs en Colombie dénonce le gouvernement colombien « pour son manque d'engagement envers la société colombienne pour remplir son mandat de construire la paix et un pays de justice sociale ».⁶²

En **Équateur**, le 17 mai, trois membres du gouvernement municipal de Zamora ont été arrêtés dans la province méridionale de Zamora Chinchipe, pour avoir tenté d'empêcher des camions de se rendre à la mine de Fruta del Norte (Lundin Gold/ Newcrest) en raison des inquiétudes suscitées par COVID19 après que le gouvernement eut donné son feu vert à ses activités.⁶³ Plus de 15 personnes, avec à leur tête le maire, ont été attaquées aux gaz lacrymogènes par la police et trois

autorités locales (un pompier, un policier et le conseiller au développement durable) ont été arrêtées. Le 18 mai, après leur audition, les détenus ont été accompagnés par des citoyens qui manifestaient autour de la place centrale contre leur détention. Le maire a déclaré à la presse : « D'abord la santé, ensuite l'or ». ⁶⁴

Au **Honduras**, l'administration du président Juan Orlando Hernández, dont le gouvernement est largement discrédité et dénoncé par les mouvements sociaux comme étant une narco-dictature, a imposé depuis le 15 mars un sévère confinement de la société hondurienne, comprenant un couvre-feu de 24 heures et la suspension des droits fondamentaux, dont la liberté d'expression et de réunion, avec l'application de mesures militaires et policières. ⁶⁵ Dans tout le pays, les communautés se sont organisées pour mettre en place leurs propres postes de contrôle afin de vérifier qui peut entrer, étant donné leur manque de confiance dans la capacité du gouvernement à contenir la pandémie. Il s'agit notamment des communautés qui résistent aux projets miniers et autres projets d'extraction, qui ont été confrontées à des formes particulièrement intenses de harcèlement et de répression de la part de la police et de l'armée, ce qui a exacerbé les conflits territoriaux, comme le rapporte le Centre hondurien pour la promotion du développement communautaire (CEHPRODEC). ⁶⁶ Pendant ce temps, les organisations de défense des droits de l'homme et de l'environnement ne sont pas en mesure d'accompagner les communautés, ni de vérifier et d'enregistrer correctement les plaintes.

En même temps, la pandémie impose des menaces supplémentaires sur la santé et la vie de huit défenseurs de l'eau pendant leur détention illégale avant leur procès. ⁶⁷ Ces huit personnes sont détenues en prison depuis septembre 2019 sous de fausses accusations pour leur résistance à une mine de fer à ciel ouvert dans la municipalité de Tocoa, appartenant à la société hondurienne Pinares Investment. Pinares est liée à l'une des familles les plus puissantes du pays, les Facussé, dont les investissements antérieurs dans les plantations de palmiers, source de conflit, avaient conduit à l'assassinat de dizaines de paysans. ⁶⁸ Les avocats des huit défenseurs de l'eau n'ont reçu aucune réponse malgré les multiples appels lancés pour demander leur liberté. Pendant ce temps, leurs familles ne sont pas autorisées à leur rendre visite et les prisons connaissent de graves pénuries d'eau, parmi d'autres mauvaises conditions. Pour aggraver les choses, un nouveau code pénal devrait entrer en vigueur le 25 juin, qui criminalise la protestation sociale et met davantage en danger les libertés civiles. Des dizaines d'organisations honduriennes de défense des droits de l'homme, des organisations communautaires et les médias condamnent le gouvernement central pour avoir « cristallisé [sa dictature] dans le contexte de la pandémie ». ⁶⁹

Au cours des deux premiers mois de mise en œuvre des mesures de confinement à domicile au **Mexique**, deux journalistes et quatre défenseurs des droits de l'homme ont été assassinés, dont trois étaient impliqués dans la défense des terres et de l'environnement. ⁷⁰

Assassiné le 8 avril, Adán Vez Lira était impliqué dans la protection des écosystèmes des zones humides et dans la résistance aux projets miniers appartenant à des Canadiens dans l'État de Veracruz.⁷¹ Oscar Ontiveros Martínez, militant syndical, aurait également été assassiné le 12 mai par la police communautaire liée au crime organisé qui intervient dans la zone de la mine de la société canadienne Torex Gold dans la municipalité de Cocula, au Guerrero.⁷² L'assassinat d'Ontiveros Martínez est lié à sa participation à une grève de 2017 impliquant environ 600 travailleurs qui cherchaient à changer de syndicat, une lutte qui a conduit à ce jour à au moins trois meurtres et une disparition. Constatant une intensification de la violence pendant la pandémie, 44 agressions ont été signalées à la mi-mai au Mécanisme de protection des défenseurs des droits de l'homme et des journalistes, soit le double de la moyenne mensuelle.⁷³

Au **Pérou**, le gouvernement a approuvé la « Loi sur la protection de la police », parmi plusieurs réformes législatives troublantes, qui autorise à la police et à l'armée d'avoir recours à la force meurtrière en toute impunité.⁷⁴ Les organisations de la société civile péruvienne ont déterminé que la loi est « inconstitutionnelle » et présente un risque grave pour l'intégrité de la vie.⁷⁵ Il est bien établi au Pérou que la police, autorisée à fournir des services de sécurité sous contrat aux sociétés minières, réprime et criminalise activement les défenseurs des terres et des territoires qui s'organisent contre l'exploitation minière.⁷⁶

Aux **Philippines**, les organisations des droits de l'homme ont alerté la communauté internationale sur la persécution des défenseurs des terres et de l'environnement depuis que la pandémie a été déclarée, où au moins dix personnes ont été arrêtées et une personne tuée.⁷⁷ Début avril, des campements de protestation pacifiques à la mine Didipio d'OceanaGold ont été violemment expulsés sur la base de COVID-19.⁷⁸ Plus de deux cents groupes de solidarité locaux et internationaux ont condamné la dispersion violente des campements de Didipio et ont demandé à la Présidence d'annuler définitivement la demande de renouvellement du permis d'OceanaGold.⁷⁹ Un rapport récent des experts des Nations unies a indiqué que « l'usage excessif de la force était inutile et disproportionnée », exhortant le gouvernement à ne pas utiliser la pandémie pour discriminer les peuples autochtones.⁸⁰ Peu après, la société civile a condamné la persécution continue du gouvernement contre les défenseurs des terres et a prévenu que les exécutions extrajudiciaires se poursuivaient lorsque l'activiste Jory Porquia a été abattu le 30 avril. Il était membre du Mouvement écologique Madia-es, qui a joué un rôle essentiel dans l'adoption d'une interdiction d'exploitation minière vieille de plusieurs décennies dans la province de Capiz, et dans les campagnes réussies contre l'exploitation minière à grande échelle, les centrales au charbon et les grands barrages dans toute la région. Juste avant sa mort, Jory apportait son aide dans une cuisine communautaire et des opérations de secours alimentaire à Iloilo City en réponse à la pandémie COVID-19. Suite à son assassinat, 42 membres de sa famille et de ces collègues ont été arrêtés.⁸¹

Le Réseau populaire pour l'environnement Kalikasan a déclaré dans un communiqué de presse que « même sous l'effet de la pandémie due au coronavirus, les exécutions extrajudiciaires et d'autres formes de violations des droits de l'homme persistent sous le régime despotique du président Rodrigo Duterte ».

En **Turquie**, des personnes qui campaient pour protester contre la mine Kirazli d'Alamos Gold ont été violemment expulsées par les autorités citant COVID-19 comme raison de l'expulsion forcée.⁸² Les militants ont condamné l'acte, notant que la société avait encore des agents de sécurité et du personnel sur place. Les militants ont ensuite été condamnés à une amende de plus de 7 000 dollars, les autorités invoquant la désobéissance aux mesures sanitaires du COVID-19.⁸³ Le développement des mines est suspendu depuis octobre 2019, date à laquelle le gouvernement turc n'a pas renouvelé les concessions minières de la société⁸⁴ à la suite de vastes manifestations⁸⁵ visant à protéger les montagnes Kaz, l'eau et les terres de la contamination par les mines. Les militants campaient pacifiquement pour empêcher la société de revenir à la mine. Cependant, après avoir été forcés de partir, ils craignent que le gouvernement n'active le permis à tout moment.



Montagnes de Sperrin, Irlande du Nord. Photo: Latin American Solidarity Centre

**C.LES ENTREPRISES MINIÈRES
PROFITENT DE LA PANDÈMIE POUR
LEURS SALES ANTÈCÈDENTS ET SE
PRÉSENTER COMME DES SAUVEURS
À L'ESPRIT PUBLIC**

À une époque où des pays entiers se battent pour obtenir le strict minimum de kits de test nécessaires, les entreprises se sont vantées des millions de kits de test de source privée qu'elles ont fournis aux communautés et aux travailleurs touchés. C'est une piètre couverture des effets à long terme sur la santé qui résultent régulièrement des activités minières et des modes d'exploitation souvent sordides de ces mêmes entreprises. C'est également un affront au bien public et aux efforts collectifs de nombreux États et communautés pour garantir l'accès du public aux tests, mettant en évidence les asymétries de pouvoir flagrantes entre les multinationales et les États du Sud. Dans certains cas, les entreprises distribuent directement de la nourriture aux populations, créant ainsi une division sociale et sapant la résistance pacifique alors que les populations sont incapables de se mobiliser dans le contexte de la pandémie.

Certaines entreprises minières ont mis en place des fonds d'assistance ou ont fait des dons importants aux ministères de l'État

Ces « dons » directs en espèces sont non seulement loin d'être proportionnels aux impacts réels de leurs activités, mais représentent aussi un risque de corruption. Ceci est déjà évident lorsque nous voyons des gouvernements prêts à affaiblir les mesures d'urgence, à ne pas appliquer celles qui sont en place ou à en exclure totalement l'industrie minière.

En **Australie**, Newcrest Mining a fait don d'un million de dollars australiens à l'université du Queensland pour le développement d'un vaccin contre le COVID-19, de 20 millions de dollars australiens pour un « fonds de soutien communautaire » pour lutter contre le virus,⁸⁶ et a mis à disposition 55 000 kits⁸⁷ de test à utiliser dans ses opérations. Malgré ces tentatives de se présenter comme un leader dans la pandémie, Newcrest a été accusé de commettre de graves violations⁸⁸ de la santé publique communautaire, de l'environnement et des droits de l'homme. Il s'agit notamment de graves problèmes de santé communautaire à la mine de Fruta del Norte,⁸⁹ récemment rouverte, et d'une opposition généralisée en raison de dommages environnementaux potentiels au projet Cascabel,⁹⁰ tous deux en Équateur. En Côte d'Ivoire, la société est accusée d'avoir empoisonné l'eau potable des habitants de la mine de Bonikro avec du cyanure.⁹¹ Pendant ce temps, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle est accusée de surconsommation d'eau et de déversement de résidus toxiques de la mine d'or de Lihir dans un environnement marin, ce qui fait que les communautés locales ne peuvent plus consommer l'eau.⁹²

"Ils pompent de l'eau tous les jours pour l'exploitation de l'or, et ils causent tellement de dégâts. Parfois, l'eau se tarit et les poissons et tout ce qui se trouve dans l'eau meurent. En même temps, nous n'utilisons plus l'eau pour boire et cuisiner "- Mme Arau dans une interview avec un journaliste de la RNZ. ⁹³

Au **Brésil**, le géant minier Vale S.A., connu pour ses défaillances catastrophiques de digues de retenue des résidus et ses crimes contre les personnes et l'environnement, a annoncé en mars qu'il allait acquérir 5 millions de kits de test COVID-19 pour ses opérations.⁹⁴ Certains membres de leur personnel et organisations de la société civile ont condamné cette campagne comme étant un moyen de créer un écran de fumée pour masquer les abus commis contre l'environnement, les communautés touchées et leur main-d'œuvre.⁹⁵ En même temps, Vale a suspendu son Programme de santé autochtone pour le peuple Pataxó sur les rives de la rivière Paraopeba qui a été détruite par l'effondrement du barrage de stockage des résidus toxiques de l'entreprise à Brumadinho, Minas Gerais, en janvier 2019. Cette plainte et d'autres ont été présentées lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la société le 30 avril

Selon les déclarations écrites jointes au procès-verbal officiel de la réunion,⁹⁶ la société a refusé de répondre à une demande du procureur de fournir du gel assainissant et d'autres équipements de protection aux peuples autochtones, en invoquant des « obstacles logistiques ».

Toujours concernant le Brésil, en réponse à une question sur la poursuite des activités d'Anglo American dans sa mine de Minas Rio à Conceicao do Mato Dentro, malgré un décret municipal local demandant l'arrêt de toutes les activités essentielles, la société a déclaré qu'elle avait « déjà investi plus de 15 millions de BRL pour acheter du matériel médical, y compris des respirateurs, des EPI et des tests COVID 19, au Brésil ». Anglo American a ensuite justifié la poursuite de l'activité de cette mine dans l'État du Minas Gerais sur la base du Décret fédéral n° 10.329 publié un mois après l'arrêté municipal, qualifiant l'exploitation minière de « activité essentielle ». Il semble qu'Anglo American n'ait pas suspendu ses activités conformément au décret municipal, mais qu'elle ait prétendu avoir « adapté » ses activités pour se conformer au décret fédéral.⁹⁷

En **Colombie**, Anglo American, BHP Billiton et Glencore sont propriétaires de la mine de charbon de Cerrejón, dans la région de La Guajira. Pendant la pandémie du COVID-19, Cerrejon a fourni de l'eau à près de 300 000 personnes⁹⁸ et a fait don de 1,5 million de dollars US à l'aide humanitaire et aux initiatives de sécurité alimentaire.⁹⁹

L'entreprise est cependant accusée d'avoir été à l'origine de nombreux problèmes sous-jacents. La mine a été associée au déplacement et à la destruction des moyens de subsistance d'au moins 35 petites communautés agricoles autochtones, afro-colombiennes.¹⁰⁰

Cerrejón utilise 16 millions de litres d'eau par jour dans une région frappée par la sécheresse et ses activités ont eu un impact négatif sur 19 rivières et plaines inondables de la région, mettant en péril l'écosystème de la forêt tropicale sèche menacé.¹⁰¹ Plus récemment, la société a détourné l'Arroyo Bruno, un affluent de la seule grande rivière de la région, la Rancheria, afin d'exploiter le charbon qui se trouve en dessous.

L'entreprise a ignoré les demandes répétées des communautés de respecter l'Arrêt T-698 de la Cour constitutionnelle pour enlever le barrage placé sur l'Arroyo Bruno et le remettre sur son parcours initial.¹⁰²



Cerrejon, Colombia. Photo: Inez Perez

"Pendant le COVID, Cerrejon s'est comportée de façon véritablement irresponsable en matière de santé sur notre territoire. Il est évident que le peuple Wayuu fait partie des personnes exposées et que nous sommes exposés à des risques en raison de la ligne de chemin de fer qui traverse 140 km de notre territoire. Les gens arrivent de l'extérieur sans le moindre contrôle. Quelles garanties avons-nous que ces gens qui arrivent au port de Bolívar, où les cargos viennent chercher le charbon de tous les coins du monde, ne transmettront pas le COVID-19 ? Le train, rempli de charbon, passe 24 heures sur 24. La contamination continue de nous tuer et le manque de responsabilité de l'entreprise aussi. Et pour tous ceux d'entre nous qui se plaignent et s'expriment, nous sommes tout de suite menacés afin que nous cessions de condamner leurs actions. Le pire, c'est que le gouvernement est à genoux devant l'entreprise "

Luis Misael Socarras Ipuana, Force des femmes Wayuu (Fuerza de Mujeres Wayuu)

Au **Guatemala**, le parlement autochtone Xinka a condamné la distribution de fournitures et de denrées alimentaires de Pan American Silver en réponse à la pandémie ainsi que le recueil de signatures des habitants, car ces actions risquent de saper le processus de consultation en cours ordonné par le tribunal et de semer la division sociale.¹⁰³ Les Xinka craignent que l'entreprise n'utilise les signatures recueillies pour tenter de démontrer leur soutien à la mine d'argent d'Escobal. La société a nié ce fait.¹⁰⁴ Pendant près de trois ans, des campements pacifiques et une suspension ordonnée par le tribunal ont veillé que la grande mine souterraine reste fermée. En mai, des partisans ont envoyé des milliers de courriels à l'entreprise pour lui demander pourquoi elle poursuivrait un projet indésirable, et pour clarifier ses intentions concernant les interventions en réponse au COVID-19.¹⁰⁵

COVID-19 n'est pas la seule crise sanitaire à laquelle nous sommes confrontés. Depuis une décennie, les communautés entourant la mine Escobal se battent pour protéger leur santé contre les activités minières. Les tribunaux guatémaltèques ont ordonné à Pan American Silver de suspendre ses activités pendant la consultation, ce qui inclut la sensibilisation de la communauté,

source de tensions et de conflits. Pan American Silver devrait dire à ses employés de rester chez eux et d'arrêter d'essayer d'acheter du soutien pour la mine pendant cette importante crise sanitaire,", a déclaré Luis Fernando García Monroy au nom du Parlement Xinka.

Au **Honduras**, Pinares Investment a fait des dons de produits de première nécessité à des familles de la municipalité de Tocoa où son projet de mine d'oxyde de fer à ciel ouvert est vivement opposé. Parallèlement, l'entreprise a mené une campagne de diffamation contre les défenseurs de l'eau qui ont été détenus ou menacés de détention dans le cadre des efforts visant à diviser les communautés et à saper le travail d'organisations, telles que la Fondation San Alonzo Rodríguez, qui apportent un soutien aux familles de la région. En 2019, une réunion du conseil municipal ouverte s'est tenue dans la municipalité de Tocoa et a adopté une résolution s'opposant à l'exploitation minière, tandis que huit personnes ont été emprisonnées pour avoir résisté le projet en faveur de l'eau.¹⁰⁶

Au **Mexique**, la société minière canadienne Alamos Gold, entre autres, a déclaré avoir fait des dons de gants et de masques aux hôpitaux locaux, ainsi que de produits alimentaires de base aux familles proches de son projet Esperanza très contesté dans l'État de Morelos. Ce projet est effectivement suspendu depuis 2013, grâce à la mobilisation du Mouvement Morelos contre les concessions minières de métaux précieux et d'autres organisations qui luttent pour la protection de l'eau et de la santé et contre ce projet d'exploitation d'or à ciel ouvert.¹⁰⁷ Le site minier proposé se trouve à 12 km de la ville de Cuernavaca et à une très courte distance du site archéologique de Xochimilco, qui a été déclaré patrimoine mondial de l'UNESCO en 1999.

En **Irlande du Nord**, des activistes communautaires ont critiqué Dalradian Resources pour avoir fait un don de 50 000 livres sterling à l'organisation caritative Marie Curie le 4 mai dernier.¹⁰⁸ La société privée canadienne, qui fait face à une opposition farouche et généralisée à son projet de Curraginhault dans les montagnes Sperrin, a également fait don de 150 litres de désinfectant pour les mains à l'organisation caritative. L'organisation citoyenne locale Save Our Sperrins s'est adressée à Marie Curie pour lui signaler le conflit d'intérêts dans lequel se trouve une organisation caritative œuvrant pour la défense de la santé humaine qui accepte un don d'une entreprise impliquée dans l'extraction de l'or - une cause majeure de mauvaise santé dans de nombreuses régions du monde.

Save Our Sperrins a attiré une attention particulière sur le fait que les minerais que Dalradian espère exploiter dans les montagnes Sperrin contiennent des plus fortes concentrations de gaz radon au Royaume-Uni.¹⁰⁹ Le radon, gaz radioactif incolore et inodore formé par la désintégration radioactive de l'uranium, est reconnu comme cancérigène par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).¹¹⁰ Le site minier proposé de Dalradian est situé à seulement 1200 mètres d'une école primaire et d'une garderie, et encore plus proche d'une église, d'un centre communautaire, d'un club de jeunes et de terrains de jeux de la communauté de Greencastle.¹¹¹

La société canadienne **Barrick Gold** a fait plusieurs « dons » importants à divers pays africains au début du mois d'avril pour lutter contre l'épidémie de COVID-19. Au Sénégal, en présence du ministre des Mines, la société a fait don de près d'un million de dollars américains au ministère des Finances.¹¹² En RDC, Barrick a fait un don de 1,5 million de dollars US à un fonds d'urgence COVID-19 mis en place par le gouvernement central.¹¹³ En Tanzanie, sur fond d'allégations¹¹⁴ de graves violations des droits de l'homme dans sa mine de North Mara, la société a fait don de 1,3 million de dollars US à différents niveaux du gouvernement.¹¹⁵ Le plus inquiétant est le don important de 1,3 million de dollars US fait directement au ministère des Mines de Côte d'Ivoire.¹¹⁶

Il est curieux qu'aucune partie de cet argent n'ait été versée directement aux ministères de la santé respectifs, compte tenu de son objectif explicite. Ces dons suscitent des inquiétudes quant à savoir qui veillera à ce que cet argent ne soit pas utilisé pour lier les mains des pays afin d'assurer l'ouverture de l'industrie minière pendant la pandémie ou de lui accorder certains privilèges pendant la période de reprise qui suivra.

Le 16 avril, la société canadienne **Teck Resources** a annoncé qu'elle ferait don de 20 millions de dollars pour l'ensemble de ses activités au Canada, au Chili et au Pérou afin de « protéger la santé et le bien-être des communautés ». ¹¹⁷ Toutefois, cette annonce n'a pas été accompagnée d'une suspension de ses activités au Pérou, au Chili ¹¹⁸ ou au Canada, ¹¹⁹ où l'entreprise a été accusée de ne pas avoir protégé la santé des travailleurs et des communautés contre la pandémie de COVID-19. Elle n'a pas non plus empêché une grave épidémie dans sa mine d'Antamina, où plus de 200 travailleurs ont été testés positifs. ¹²⁰ Dans une lettre ouverte ¹²¹ au journal canadien *The Globe & Mail* en réponse à des actions présumées de manque de soins envers sa main-d'œuvre, ¹²² datée du 9 avril, Teck a induit le public en erreur en déclarant « qu'aucun cas positif n'existait dans le cadre de ses activités ». Les premiers cas ont cependant été confirmés à Antamina le 31 mars.

Anglo American, une entreprise qui ne respecte pas les attentes sociétales minimales dans ses domaines d'activité selon l'Indice d'exploitation minière responsable 2020, ¹²³ s'est vantée de ses efforts considérables pour soutenir les communautés et les employés « hôtes » dans neuf des pays où l'entreprise poursuit des activités, dont l'Afrique du Sud, le Pérou, le Botswana et le Chili. ¹²⁴ Une grande partie de l'aide annoncée consistait à fournir des ventilateurs, des EPI et des kits de dépistage de source privée. La société affirme avoir distribué 500 000 kits de dépistage rapide rien qu'au Pérou. La société rapporte qu'elle fournit des rations alimentaires d'urgence et des réservoirs d'eau aux communautés d'accueil, mais qu'elle apporte également un soutien d'urgence aux forces militaires et policières de l'État dans des pays comme le Pérou où ces forces ont été précédemment employées pour mettre violemment fin à des manifestations légitimes contre l'exploitation minière. ¹²⁵



**D. LES SOCIÉTÉS MINIÈRES ET
LES GOUVERNEMENTS
PROFITENT DE LA CRISE POUR
OBTENIR UN CHANGEMENT DE
RÉGLEMENTATION QUI
FAVORISE L'INDUSRIE AU
DÉTRIMENT DES PERSONNES
ET DE LA PLANÈTE**

Alors que les sociétés minières considèrent l'exploitation minière comme essentielle maintenant et pour la reprise économique mondiale post-COVID-19, elles font pression pour accélérer les décisions administratives et affaiblir les mesures déjà limitées qui existent pour faire face aux impacts sociaux, culturels, environnementaux et économiques de leurs activités, presque toujours supportés par les communautés affectées en toute impunité. Les gouvernements font des concessions importantes à l'industrie minière, soit explicitement en suspendant le peu de surveillance et d'application de la législation environnementale qui existait, soit implicitement en rendant plus difficile pour les communautés touchées d'obtenir des informations et d'intervenir dans les processus d'autorisation. Les entreprises ont commencé à faire pression sur les gouvernements pour que cette déréglementation devienne permanente.

En **Australie**, la session du Parlement a été interrompue jusqu'en août et remplacée par la Commission nationale consultative de coordination du Covid,¹²⁶ composée de représentants des secteurs des mines, du gaz et de l'énergie et dirigée par l'ancien PDG de Fortescue, Nev Power, en dépit des inquiétudes concernant les conflits d'intérêts, le manque de transparence, de gouvernance et de responsabilité.¹²⁷ Les changements de politique et les demandes acceptées par le gouvernement depuis le début du mois de mars comprennent « 14 demandes de réduction de réglementations importantes relatives à l'environnement ou aux entreprises, 11 demandes de réductions d'impôts et de concessions financières, et 12 demandes d'accélération de l'évaluation des projets ». ¹²⁸ Il s'agit notamment de : retirer à la communauté le droit de contester devant les tribunaux les projets miniers qui nuisent à l'environnement ; lever le moratoire sur la fracturation du gaz dans l'État de Victoria ; inscrire l'exploitation minière sur la liste des services essentiels et maintenir les opérations de transport aérien ; extraire le charbon de trois nouvelles longues tailles, dont deux passeront sous le réservoir d'eau potable du Grand Sydney ; l'accord entre les gouvernements du Commonwealth et de la NGS pour soutenir les générateurs d'électricité au charbon ; l'accord relatif à l'exploitation pétrolière de la Grande Baie d'Australie ; supprimer les protections environnementales prévues par la Loi sur la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité (EPBC) ; reporter la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation visant à encourager l'adoption de technologies propres

réduire des lois environnementales qui protègent les espèces menacées afin d'accélérer l'évaluation des projets miniers, etc. Le gouvernement a contourné le parlement et a adopté 137 lois, dont 32 ne pourront pas être modifiées à la rentrée parlementaire.¹²⁹

Le 22 mai, la Cour suprême du **Brésil** a rendu publique une vidéo d'une rencontre entre le président Jair Bolsonaro et ses ministres un mois auparavant. Lors de cette réunion, le ministre de l'Environnement, Ricardo Salles, a déclaré que la pandémie était une opportunité de faire passer la déréglementation de la politique environnementale, étant donné que les médias et les institutions concentrent leur attention sur la pandémie.¹³⁰ Les commentaires du ministre ont depuis lors porté leurs fruits. Le 13 avril, le gouvernement a licencié deux hauts fonctionnaires de l'agence fédérale de protection de l'environnement, IBAMA¹³¹ (une unité du ministère de l'Environnement),¹³² après leur apparition dans un reportage télévisé, qui les montrait en train de remplir leurs fonctions pour lutter contre l'exploitation minière illégale et l'invasion des terres des autochtones amazoniens qui exposent les communautés autochtones amazoniennes au virus.¹³³ L'Association nationale des fonctionnaires s'est exprimée publiquement en critiquant sévèrement le ministre.¹³⁴

"Depuis que Jair Bolsonaro a pris ses fonctions, nos terres autochtones sont de plus en plus menacées par des activités économiques prédatrices qui mettent en péril l'intégrité de nos territoires ancestraux et les ressources naturelles essentielles à notre survie. Avec la crise COVID-19, les activités illégales des mineurs, bûcherons, missionnaires, trafiquants de drogue et autres envahisseurs constituent une menace encore plus grande, car ils peuvent apporter le virus dans nos territoires et nos communautés. C'est pourquoi nous exigeons que toute activité économique sur nos territoires soit immédiatement arrêtée, garantissant ainsi la protection de tous nos enfants, femmes, hommes, jeunes, sages âgés, et de nos proches en isolement volontaire". - Nara Baré,¹³⁵ coordinatrice des organisations autochtones de l'Amazonie brésilienne - COIAB

Au début de cette année (2020), des enquêtes menées par des journalistes brésiliens ont révélé qu'Anglo American et ses deux filiales brésiliennes ont soumis près de 300 demandes de prospection d'or et d'autres minéraux en Amazonie brésilienne - un écosystème d'importance mondiale dans la lutte contre le changement climatique.¹³⁶ Les enquêtes révèlent que l'entreprise, qui a refusé de répondre aux questions de ces journalistes, a des intérêts d'exploration qui chevauchent les territoires des peuples autochtones.¹³⁷ Ces mêmes peuples sont violemment réprimés par l'administration Bolsonaro, qui cherche à ouvrir l'Amazonie aux industries extractives.¹³⁸ Pour ce faire, l'administration Bolsonaro est en train de créer une nouvelle loi, en violation de la Constitution brésilienne, afin d'accorder à Anglo American et à d'autres sociétés minières des permis de prospection dans ces territoires.¹³⁹

La proposition de loi 191/20 (PL 191/20) a été soumise par le président Jair Bolsonaro à la Chambre fédérale des députés du Brésil en février 2020, et propose d'ouvrir les territoires autochtones à l'exploitation des minéraux, des ressources en eau et de l'agriculture.¹⁴⁰ Cette proposition viole directement l'article 231 de la Constitution fédérale brésilienne et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, dont le Brésil est signataire. Cependant, cette loi attend toujours la création de la Commission spéciale par le Bureau exécutif de la Chambre fédérale des députés du Brésil.¹⁴¹

Dans le Minas Gerais, l'État brésilien qui a souffert des conséquences socio-environnementales des deux dernières ruptures de digues de résidus contenant des déchets miniers toxiques, une réunion virtuelle du Conseil de la politique environnementale s'est tenue le 8 mai avec un préavis très court. La réunion a débouché sur l'octroi de permis environnementaux pour onze nouveaux projets miniers dans l'État. Le Mouvement pour les montagnes et les eaux du Minas Gerais (MovSAM) a publié une déclaration de rejet de l'acte,¹⁴² qui a été signée par 55 organisations de la société civile.¹⁴³

Au Canada, le gouvernement de l'Alberta a suspendu au moins 19 exigences pour l'industrie minière des sables bitumineux en matière de surveillance et de réglementation environnementales, y compris la surveillance de la qualité de l'air et de l'eau sur place, en citant le COVID-19.¹⁴⁴ Suite à cette décision, le chef de la Première nation autochtone de Fort McCay a critiqué le gouvernement pour ne pas avoir consulté les nations autochtones.¹⁴⁵ La Première nation autochtone Athabasca Chipewyan a noté dans un communiqué de presse que « la surveillance de l'environnement ne devrait jamais être facultative ».¹⁴⁶

À Putaendo, au Chili, où les premières communautés du pays ont déclaré leur territoire « libre de toute exploitation minière », le gouvernement a profité des mesures¹⁴⁷ de confinement pour approuver le permis environnemental pour le projet « Vizcachitas » de la société canadienne Los Andes Copper, par le biais d'un séminaire vidéo qui excluait la participation des citoyens,¹⁴⁸

malgré les appels de la société civile à suspendre tout permis environnemental pendant la pandémie.¹⁴⁹ Par la suite, le gouvernement a envoyé des troupes¹⁵⁰ militaires dans la ville pour réprimer les citoyens qui descendaient dans la rue pour s'opposer à cette action.¹⁵¹ Des organisations canadiennes ont organisé une campagne¹⁵² demandant au gouvernement canadien de retirer son soutien diplomatique à l'entreprise, compte tenu de ces violations. Un rapport récent de l'Observatoire latino-américain des conflits environnementaux (OLCA) montre que le nombre d'études d'impact environnemental soumises aux autorités chiliennes a plus que doublé pendant la pandémie par rapport à l'année dernière. OLCA considère cela comme un abus du processus démocratique dans les circonstances actuelles et une tentative d'exclure la participation des citoyens.¹⁵³

[l'approbation du permis environnemental] montre un manque de garanties en ce qui concerne la transparence du processus, et l'accès à l'information et à la participation dont les communautés ont besoin pour prendre des décisions en matière de l'environnement qui affecteront l'avenir de leurs territoires de manière permanente. Dans le contexte de cette urgence sanitaire, nous,

les communautés, avons très peu de possibilités d'exercer des pressions, d'obtenir des conseils et de réagir à la décision - Agrupacion Putaendo Resiste.¹⁵⁴

En **Colombie**, le gouvernement a décidé de mettre en ligne le processus de consultation préalable, soi-disant pour « éviter la propagation de COVID-19 ». Cette initiative a été publiquement rejetée par de nombreuses organisations autochtones colombiennes, qui y voient un risque majeur pour la transparence et l'équité de ces procédures.¹⁵⁵ Elles ont demandé que la décision soit annulée. Le gouvernement a également décidé de mettre en ligne les audiences publiques pour les permis environnementaux. À Bucaramanga, le Comité pour la défense de l'eau et des peuples de Santurbán (Comité para la Defensa del Agua y los Páramos de Santurbán) a présenté une demande de mesures de protection suite à cette décision qui permettrait au projet¹⁵⁶ aurifère du Soto Norte (MINESA), qui fait l'objet d'une forte opposition, de faire une consultation en ligne. Le Comité a réussi à faire déclarer par le procureur général que cette décision violerait le droit des citoyens à une participation active et dynamique et que ces mécanismes de consultation virtuelle devraient être temporairement suspendus.¹⁵⁷ Néanmoins, le gouvernement poursuit son plan visant à mettre ces audiences en ligne.

“Les audiences publiques en ligne auront un impact négatif sur les droits de participation des communautés, en particulier des plus vulnérables qui sont confrontés à de réelles limites en matière de connectivité technologique et [internet] dans les territoires de notre région. Même le gouvernement colombien a démontré ces limites, mais va de l’avant pour mettre cette participation en ligne, quoi qu’il en soit.” - Le Comité pour la défense de l’eau et Paramo Santurban

En **Équateur**, le président Lenin Moreno et ses ministres ont profité de la pandémie pour justifier le déploiement agressif de l’exploitation minière de métaux, largement opposée dans le pays, comme un moyen de « réactiver l’économie ». ¹⁵⁸ Début mai, le gouvernement a élaboré un plan appliqué par décret présidentiel pour obliger les administrations locales à lever toutes les restrictions qu’elles avaient imposées sur le transport des minerais. ¹⁵⁹ Cette mesure a été conçue pour que les entreprises minières puissent reprendre

pleinement leurs activités à partir de la mi-mai, accompagnées de convois militaires, ¹⁶⁰ ce qui inquiète de nombreuses administrations locales amazoniennes.

Au **Honduras**, le gouvernement a annoncé le 27 mars qu’il lancerait une plateforme numérique sous la responsabilité du Ministère des Ressources Naturelles et de l’Environnement afin de continuer à faciliter l’obtention de permis pour les projets d’extraction pendant l’urgence de santé publique. ¹⁶¹ Les projets, travaux ou activités dont le permis environnemental a expiré ou qui n’ont pas encore obtenu leur permis définitif, sont autorisés à poursuivre leur activité, avec un délai de grâce de 60 jours après la déclaration de la fin de l’urgence nationale pour se soumettre à une nouvelle approbation ou à une décision finale. Depuis 2018, dans le contexte de multiples conflits socio-environnementaux dans le pays, notamment à propos de projets miniers, hydroélectriques et autres projets d’extraction, l’État hondurien garde secrètes les décisions relatives aux permis environnementaux. ¹⁶² En outre, dans le cadre d’une loi spéciale pour l’accélération et la protection économiques dans le contexte de COVID-19, ¹⁶³ la responsabilité de l’approbation des activités minières, telles que le transport et l’exportation de minerais, a été transférée au Secrétaire au Développement Économique le 30 mars.

“ C’est comme en 1998, lorsqu’on avait adopté la loi minière à la suite de l’ouragan Mitch, l’une des plus grandes catastrophes à avoir frappé le Honduras, qui a coûté la vie à 20 000 personnes et laissé 3 millions de personnes sans abri, avec un impact économique qui nous a fait reculer de 40 ans. Aujourd’hui, au milieu d’une urgence humanitaire mondiale due à COVID-19, le gouvernement illégitime de Juan Orlando Hernández profite de la crise pour mettre en place des mesures corrompues en faveur de l’exploitation minière ”. Pedro Landa, Equipo de Reflexión, Investigación y Comunicación/ Reflection, Investigation and Communication Team (ERIC), Honduras.

En **Indonésie**, une loi minière contestée a été adoptée en plein milieu de la pandémie.¹⁶⁴ Cette loi devait faire l’objet d’un vote parlementaire l’année dernière, mais elle n’a pas été adoptée en raison de protestations publiques massives. Cette année, sans participation du public, le parlement indonésien a adopté la loi, sans traiter des problèmes urgents en matière d’environnement et de droits de l’homme auxquels sont confrontées les communautés touchées par les mines.

Il permet plutôt le renouvellement automatique des contrats par les entreprises privées et supprime la limite précédente sur la taille des concessions.

“ Cette nouvelle loi minière [en Indonésie] permettra l’expansion des zones minières, ce qui entraînera la déforestation, poussera les gens à s’enfoncer plus profondément dans les forêts pour survivre, où ils entreront en contact avec la faune qui apportera, à son tour, des virus aux humains, augmentant ainsi les risques de maladies infectieuses émergentes ”. Pius Ginting, coordinator of Action for Ecology and Emancipation of the People (AEER), quoted in Mongabay.

Au **Pérou**, le Ministère de l'Énergie et des Mines a déclaré qu'il n'écartait pas la possibilité que les projets miniers de Tia Maria et Conga, très contestés, puissent être relancés étant donné la « nécessité de réactiver l'économie » après la pandémie.¹⁶⁵ Les deux projets sont suspendus en raison de l'opposition écrasante concernant les préoccupations environnementales. Dans les deux cas, des manifestants ont été tués par la police lors de violents affrontements. Dans le cas de Tia Maria, le Muqui Rouge note que la vallée agricole fertile a déjà un avenir productif basé sur l'agriculture, et non sur l'exploitation minière, qui devrait être soutenue pour la reprise post-COVID-19.¹⁶⁶ Les autorités péruviennes ont également approuvé le Décret 1500 pour mettre les consultations en ligne et affaiblir les processus de surveillance environnementale pour l'industrie minière, ce qui a été critiqué par les organisations de défense des droits de l'homme et de l'environnement.¹⁶⁷

Aux **États-Unis**, la capacité des agences fédérales et étatiques responsables de la protection de l'environnement, ainsi que de la surveillance et de l'application des réglementations minières, a été fortement réduite par la pandémie. En attendant, les entreprises ont été informées que l'Agence de protection de l'environnement ne demandera pas de mesures punitives pour non-respect de l'environnement « en raison de la pandémie ». Néanmoins, les processus de délivrance de permis d'exploitation minière se poursuivent, malgré l'absence de consultation publique.¹⁶⁸

“ Les communautés sont incapables de délibérer sur les conséquences de nombreux projets dans la phase d'autorisation en raison du manque de réunions en personne et d'accès aux documents, techniques ou autres, qui décrivent le projet et analysent les effets de la mine sur la communauté et l'environnement técnicos ou não, que descrevem ”.

John Hadder, Great Basin Resource Watch (Nevada)

En même temps, les entreprises utilisent de plus en plus les mécanismes supranationaux de règlement des différends entre investisseurs et États (Investor State Dispute Settlement, ISDS), qui sont intégrés dans des milliers d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux, pour poursuivre les gouvernements, en particulier dans le Sud. Elles continuent d'intenter ou de menacer d'intenter des procès à hauteur de centaines de millions, voire de milliards de dollars, pour des décisions prises par des gouvernements, des tribunaux et même des organismes de défense des droits de l'homme, sapant ainsi la souveraineté nationale à prendre des décisions pour protéger la santé publique et attaquant l'autodétermination des personnes qui luttent pour protéger leur bien-être contre les projets d'extraction.

Les concessions minières en cours connues, et pour lesquelles des informations sont disponibles, totalisent actuellement 45,5 milliards de dollars US, le total réel pouvant être beaucoup plus élevé. D'autres menaces sont à craindre en réponse aux mesures prises pendant la pandémie.

Ces dernières années, les sociétés minières ont de plus en plus eu recours à l'arbitrage international pour poursuivre les gouvernements dans les cas où leurs investissements se heurtent à la résistance des communautés locales en raison des préoccupations liées aux effets de l'exploitation minière sur la santé des populations et l'environnement.¹⁶⁹ Par exemple, la société Kappes, Cassidy & Associates, basée au Nevada, poursuit actuellement le Guatemala pour 350 millions de dollars US en raison d'une décision de justice suspendant sa mine d'or, faute de consultation préalable avec les communautés qui s'opposent au projet depuis des années.¹⁷⁰ Un consortium chinois a menacé de poursuivre l'Équateur pour 480 millions de dollars après la suspension de sa mine d'or pour manque de consultation de la communauté. La Colombie est poursuivie en justice pour plus d'un milliard de dollars canadiens par trois sociétés minières canadiennes contrariées par les mesures visant à protéger les zones humides fragiles des projets d'extraction d'or proposés auxquels les communautés se sont vivement opposées. Pendant ce temps, au Mexique, la société américaine Odyssey Marine Exploration intente un procès de 3,54 milliards de dollars pour n'avoir pas obtenu les permis nécessaires à l'avancement d'un projet de mine de phosphate au large des côtes de Baja California Sur.

Ces procès sont rendus possibles par des milliers d'accords internationaux d'investissement et sont intentés de manière disproportionnée contre des gouvernements du Sud, en particulier d'Amérique latine. Il y a actuellement 42 procès d'arbitrage d'investisseurs connus que des sociétés minières ont intentés et qui sont en instance contre des gouvernements du monde entier. Leurs créances s'élèvent à au moins 45,4 milliards de dollars. Le montant réel pourrait être beaucoup plus élevé, étant donné que le montant demandé n'est pas connu dans 17 cas (données disponibles sur demande). Ces montants sont encore plus lourds lorsque les gouvernements accumulent des dettes massives en réponse à la pandémie et il serait bien plus judicieux de les dépenser pour s'assurer que les populations disposent d'eau en abondance, de soins de santé, de nourriture de qualité et d'air pur à respirer. Néanmoins, les cabinets d'avocats anticipent que les mesures prises par les gouvernements pour endiguer la propagation du coronavirus et l'impact économique qui en découle pourraient donner lieu à une toute nouvelle vague de procès ISDS.¹⁷¹

“Les victimes économiques de COVID-19 ne seront pas les entreprises minières, mais les travailleurs et les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. À l’heure où les pays se battent pour trouver des ressources afin de faire face à la pandémie mondiale, les gouvernements du monde entier devraient se réunir et suspendre immédiatement tous les procès entre investisseurs et États (ISDS) et les indemnités de millions et milliards de dollars en attente pour les entreprises, en particulier les sociétés minières. À plus long terme, ces pouvoirs excessifs des investisseurs étrangers devraient être totalement démantelés”.

Manuel Pérez Rocha, chercheur associé, Institute for Policy Studies, Washington, D.C.

CONCLUSION



Ce rapport d'instantané fournit des exemples sur la façon dont l'industrie minière mondiale et ses bailleurs de fonds tirent parti de la pandémie de COVID-19. Les entreprises continuent à exploiter des mines malgré les risques encourus par les travailleurs et les communautés, et à faire avancer des projets non désirés contre la volonté des personnes touchées, tout en faisant pression pour obtenir un changement de réglementation afin d'accroître leurs bénéfices à long terme. Les réformes qu'elles réalisent actuellement pourraient être intégrées dans un système supranational d'arbitrage international qui leur permet d'intenter des procès coûteux contre les gouvernements, et qu'elles pourraient également utiliser pour lutter contre toute mesure qui affecte leurs résultats.

Ces exemples illustrent également comment les protecteurs des terres et des eaux, qui sont contraints de rester chez eux pour protéger leur santé et celle de leur communauté, sont encore plus exposés à la violence ciblée, à la persécution juridique et à la répression. Leurs récits révèlent de multiples pandémies - santé, économie, violence, militarisation et capture par les entreprises - qui s'aggravent toutes à mesure que la pandémie de Covid19 croise l'industrie minière prédatrice, et qu'elles continuent à combattre pour défendre leurs terres, leur eau, leur santé et leurs moyens de subsistance.

Imaginer une voie qui assurerait une bonne alimentation, de l'air et de l'eau propres, des communautés saines et la survie de la planète ne peut pas reposer sur les sociétés minières et leurs bailleurs de fonds, qui sont poussés par leur impitoyable recherche de bénéfices. Cependant, les luttes centrées sur la santé et les approches collectives des communautés touchées par les mines et des peuples autochtones peuvent nous aider à nous recentrer sur ce qui est vraiment essentiel pour un avenir plus sain pour tous.

ANNEXE - DÉCLARATION MONDIALE



La solidarité mondiale avec les communautés, les peuples autochtones et les travailleurs menacés par les entreprises sans scrupules qui profitent de la pandémie minière

L'industrie minière est l'une des industries les plus polluantes, les plus meurtrières et les plus destructrices au monde. Pourtant, à ce jour, les réponses des entreprises minières à la pandémie de COVID-19 ont fait l'objet d'un examen limité par rapport aux autres industries qui cherchent à tirer profit de cette crise.

Nous, les organisations soussignées, condamnons et rejetons les façons dont l'industrie minière et de nombreux gouvernements profitent de la pandémie pour fabriquer de nouvelles opportunités minières et établir une image publique positive, maintenant et pour l'avenir.

Ces actions constituent une menace immédiate pour la santé et la sécurité des communautés et des organisations qui luttent depuis des décennies pour défendre la santé publique et leur environnement contre la destruction et la dévastation de l'extractivisme minier, ainsi que pour la sécurité des travailleurs du secteur minier.

Sur la base d'une analyse collective issue de conversations avec les communautés, les travailleurs et les organisations de la société civile concernés, nous avons identifié les tendances suivantes qui illustrent cette menace. Un examen de plus de 500 sources médiatiques, communiqués de presse et rapports sur l'exploitation minière dans le cadre de COVID-19 permet d'approfondir ces conclusions.

Un : Les entreprises minières ignorent les menaces réelles de la pandémie et continuent à exploiter par tous les moyens disponibles.

Les sociétés minières et de nombreux gouvernements ont fait pression pour que l'exploitation minière soit classée comme un service essentiel, permettant de poursuivre les opérations malgré des risques importants. Ce faisant, ils sont devenus des vecteurs essentiels de la propagation du virus et font courir de grands risques aux communautés, aux populations rurales et urbaines, ainsi qu'à leur main-d'œuvre. Dans de nombreux cas, les communautés autochtones et rurales protéger contre d'éventuelles épidémies.

sont déjà très exposées au virus, en particulier les communautés dont la santé a été affectée par la contamination générée par l'extraction minière. Ils luttent pour se

Deux : Les gouvernements du monde entier prennent des mesures extraordinaires pour mettre fin aux manifestations légitimes et promouvoir le secteur minier.

Sans surveillance ni contrôle public, les gouvernements ont imposé des restrictions à la liberté d'association et de circulation des personnes afin de protéger la santé publique. Mais ces mesures sévères et même militarisées compromettent la capacité des gens à défendre leur territoire et leur vie. Les défenseurs des terres sont davantage exposés à des violences ciblées et certains restent injustement emprisonnés, ce qui représente un risque supplémentaire d'infection. Les gouvernements ont également déployé des forces d'État (militaires et policières) pour réprimer les protestations légitimes et sûres, en particulier dans les cas où il existe une opposition de longue date aux activités d'une entreprise. Dans certains cas, il s'agit de la mise en œuvre de règlements ou d'obstacles à l'accès au système judiciaire qui renforcent l'impunité, ainsi que d'une présence militaire et policière accrue dans ces territoires. En attendant, les sociétés minières sont autorisées à poursuivre leurs activités sur ces mêmes territoires ou à le faire, malgré les restrictions. Ces actions et d'autres encore profitent cyniquement et injustement au secteur minier extractif.

Trois : Les entreprises minières profitent de la pandémie pour blanchir leurs sales antécédents et se présenter comme des sauveurs à l'esprit public

À une époque où des pays entiers se battent pour obtenir le strict minimum de kits de test nécessaires, les entreprises se vantées des millions de kits de test de source privée qu'elles ont fournis aux communautés et aux travailleurs touchés. C'est une piètre couverture des effets à long terme sur la santé qui résultent régulièrement des activités minières et des modes d'exploitation souvent sordides de ces mêmes entreprises. C'est également un affront au bien public et aux efforts collectifs de nombreux États et communautés pour garantir l'accès du public aux tests, mettant en

évidence les asymétries de pouvoir flagrantes entre les multinationales et les États du Sud. Dans certains cas, les entreprises distribuent directement de la nourriture aux populations, créant ainsi une division sociale et sapant la résistance pacifique alors que les populations sont incapables de se mobiliser dans le contexte de la pandémie.

Certaines entreprises minières ont mis en place des fonds d'assistance ou ont fait des dons importants aux ministères de l'État. Ces « dons » directs en espèces sont non seulement loin d'être proportionnels aux impacts réels de leurs activités, mais représentent aussi un risque de corruption. Ceci est déjà évident lorsque nous voyons des gouvernements prêts à affaiblir les mesures d'urgence, à ne pas appliquer celles qui sont en place ou à en exclure totalement l'industrie minière.

Quatre : Les sociétés minières et les gouvernements profitent de la crise pour obtenir un changement de réglementation qui favorise l'industrie au détriment des personnes et de la planète.

Alors que les sociétés minières considèrent l'exploitation minière comme essentielle maintenant et pour la reprise économique mondiale post-COVID-19, elles font pression pour accélérer les décisions administratives et affaiblir les mesures déjà limitées qui existent pour faire face aux impacts sociaux, culturels, environnementaux et économiques de leurs activités, presque toujours supportés par les communautés affectées en toute impunité. Les gouvernements font des concessions importantes à l'industrie minière, soit explicitement en suspendant le peu de surveillance et d'application de la législation environnementale qui existait, soit implicitement en rendant plus difficile pour les communautés touchées d'obtenir des informations et d'intervenir dans les processus d'autorisation. Les entreprises ont commencé à faire pression sur les gouvernements pour que cette déréglementation devienne permanente.

En même temps, les entreprises utilisent de plus en plus les mécanismes supranationaux de règlement des différends entre investisseurs et États (Investor State Dispute Settlement, ISDS), qui sont intégrés dans des milliers d'accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux, pour poursuivre les gouvernements, en particulier dans le Sud. Elles continuent d'intenter ou de menacer d'intenter des procès à hauteur de centaines de millions, voire de milliards de dollars, pour des décisions prises par des gouvernements, des tribunaux et même des organismes de défense des droits de l'homme, sapant ainsi la souveraineté nationale à prendre des décisions pour protéger la santé publique et attaquant l'autodétermination des personnes qui luttent pour protéger leur bien-être contre les projets d'extraction. Les concessions minières en cours connues, et pour lesquelles des informations sont disponibles, totalisent actuellement 45,5 milliards de dollars US, le total réel pouvant être beaucoup plus élevé. D'autres menaces sont à craindre en réponse aux mesures prises pendant la pandémie.

Nous condamnons ces réponses à la pandémie COVID-19 comme des actes d'agression qui exacerbent les menaces et les risques auxquels sont confrontés quotidiennement les communautés touchées, les peuples autochtones, les défenseurs des terres et les travailleurs des mines..

Nous rejetons l'affirmation centrale selon laquelle l'exploitation minière représente un service essentiel, que ce soit maintenant ou pendant la période de reprise économique. Dans le contexte d'une crise mondiale à la fois sanitaire, économique, écologique et climatique, nous affirmons que sont essentiels les communautés en bonne santé, les peuples autochtones, les travailleurs et les mouvements sociaux, et non les bénéfices des sociétés minières prédatrices.

E

Nous appelons les gouvernements nationaux à respecter et à soutenir les processus autonomes d'organisation et d'autodétermination des communautés affectées par les mines et des peuples autochtones. Appuyés par leurs propres connaissances et traditions, leurs efforts sont essentiels pour la protection de la santé et de l'environnement de la communauté, et pour la souveraineté alimentaire des populations rurales et urbaines grâce à l'agriculture à petite échelle et à d'autres activités productives. La « réactivation » économique ne doit pas promouvoir une plus grande exploitation minière, mais doit au contraire reconnaître et soutenir les initiatives communautaires.

Nous appelons les organismes internationaux de défense des droits de l'homme à être très attentifs et à condamner activement les violations des droits de l'homme commises par les gouvernements et les sociétés minières pendant la pandémie et la période de reprise qui suivra.

Nous sommes solidaires des communautés de première ligne, des peuples autochtones et des travailleurs les plus touchés par la crise COVID-19 et la réponse de l'industrie minière. Nous appelons tout le monde à les soutenir dans leurs campagnes vitales pour le bien-être collectif et la justice.

Signé,

Pour voir la liste complète des organisations qui ont signé, veuillez vous rendre sur le site :

RÉFÉRENCES

- ¹ 11 mai 2020. John C. Cannon, “Canadian company positions for mining ban lift in Argentine province”, *Mongabay*: <https://news.mongabay.com/2020/05/canadian-company-positions-for-mining-ban-lift-in-argentine-province/>
- ² 4 mai 2020. Esquel Televisora Color, “Ahora Marcha en Contra la Megaminería”, Facebook Video: https://m.facebook.com/watch/?v=2543804679219979&_rd
- ³ 23 mars 2020. Agencia Brasil, “Vale compra 5 milhões de kits para verificar infecção pela covid-19”, *Noticias UOL*: <https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/agencia-brasil/2020/03/23/vale-compra-5-milhoes-de-kits-para-verificar-infeccao-pela-covid-19.htm?cmpid=copiaecola>
- ⁴ 28 mars 2020. Ministry of Mines and Energy, Brazil, “MME publica Portaria que torna essenciais os insumos minerais necessários à cadeia produtiva, no contexto da contenção do Covid-19. MME: http://www.mme.gov.br/todas-as-noticias/-/asset_publisher/pdAS9lCdBICN/content/mme-publica-portaria-sobre-insumos-minerais-necessarios-a-cadeia-produtiva
- ⁵ 31 mars 2020. Arquidiocese de Belo Horizonte, “Comissão da CNBB manifesta preocupação com riscos à saúde de trabalhadores das mineradoras que não paralisaram suas atividades”. *Arquidiocese de Belo Horizonte*: <http://arquidiocesebh.org.br/noticias/comissao-da-cnbb-preocupada-com-riscos-a-saude-dos-trabalhadores-das-mineradoras-que-nao-paralisaram-suas-atividades/>
- ⁶ 26 mars 2020. Mauricio Angelo, “Coronavírus: Mesmo Com Empregados Contaminados, Vale Mantém Operação E Aglomerações Em Minas”, *The Intercept Brasil*: <https://theintercept.com/2020/03/26/coronavirus-vale-mantem-minas-operacao/>
- ⁷ n/d. Diario de Itabira, “Vale testa funcionários e confirma 81 casos de coronavirus”, Facebook Live Video, Diario de Itabira: “https://www.facebook.com/watch/live/?v=241404257282821&ref=watch_permalink”
- ⁸ 26 mars 2020. Portal da Transparencia, “Óbitos com suspeita ou confirmação de COVID-19”, *Portal da Transparencia*: <https://transparencia.registrocivil.org.br/registrar-covid>
- ⁹ 28 avril 2020. Cathy Alex, “‘Terrible sadness’: Company confirms 25 COVID-19 cases, including 1 death, connected to Lac Des Iles mine”, *CBC News*: <https://www.cbc.ca/news/canada/thunder-bay/lac-des-iles-25-cases-one-1.5546898>
- ¹⁰ 5 mai 2020. David Jackson, “Canada sends nurses to northern community hit by COVID-19”, *National Post*: <https://nationalpost.com/pmnenvironment-pmn/canada-sends-nurses-to-northern-community-hit-by-covid-19>
- ¹¹ 8 mai 2020. Northern Ontario Business Staff, “Impala aims for late May production restart at Lac des Iles Mine”, *Northern Ontario Business*: <https://www.northernontariobusiness.com/regional-news/thunder-bay/impala-aims-for-late-may-production-restart-at-lac-des-iles-mine-2335374>
- ¹² 25 mai 2020. Olivia Levesque, “COVID-19 cases in Gull Bay First Nation are resolved; chief apprehensive about reopening of Lac des Iles mine”, *CBC News*: <https://www.cbc.ca/news/canada/thunder-bay/covid-19-gull-bay-resolved-mine-1.5582608>
- ¹³ 30 avril 2020. Jorge Barrera, “Northern Ontario First Nations want pause to mining permits until COVID-19 subsides”, *CBC News*: <https://www.cbc.ca/news/indigenous/first-nations-mining-permits-ontario-covid19-1.5550033>
- ¹⁴ 4 mai 2020. Vincent McDermott, “Only three active COVID-19 cases at Kearl, Fort McMurray has 11 recovered and active cases each”, *Fort McMurray Today*: <https://www.fortmcmurraytoday.com/news/local-news/active-recovered-covid-19-cases-each-total-11-locally-half-of-albertas-cases-recover-as-testing-expands>
- ¹⁵ 10 mai 2020. Emma Graney, “Kearl Lake coronavirus outbreak now linked to over 100 cases in four provinces”, *The Globe and Mail*: <https://www.theglobeandmail.com/business/article-kearl-lake-coronavirus-outbreak-now-linked-to-over-100-cases-in-four/>
- ¹⁶ 4 mai 2020. Shelby Thom, “19 cases of COVID-19 in Interior Health region linked to Alberta oilsands work camp”, *Global News*: <https://globalnews.ca/news/6904206/19-cases-of-covid-19-in-interior-health-region-linked-to-alberta-oilsands-work-camp/>
- ¹⁷ 6 mai 2020. The Canadian Press, “COVID 19 outbreak in northern Saskatchewan ‘of concern:’ top health officer”, *APTN News*: <https://www.aptnnews.ca/national-news/covid-19-outbreak-in-northern-saskatchewan-of-concern-top-health-officer/>
- ¹⁸ 15 avril 2020. Assembly of First Nations Quebec-Labrador (AFNQL), “Covid-19 – The AFNQL Is Concerned About Resuming Mining Operations”, *AFNQL*: https://apnql.com/en/wp-content/uploads/2020/04/PR-Mining_Apr-15_vFinal.pdf

- ¹⁹ 10 mai 2020. AFREWATCH- DRC, “Summary Status of the Impacts of the COVID-19 Pandemic”, *AFREWATCH – DRC*: <http://www.afrewatch.org/?q=newsletter-UKWELI-02-COVID19-mining-workers>
- ²⁰ 19 mars 2020. Acción Ecológica, “¡ALERTA! El virus de la minería metálica ingresa a Pacto”, *Acción Ecológica Facebook Post*: <https://www.facebook.com/notes/acci%C3%B3n-ecol%C3%B3gica/alerta-el-virus-de-la-miner%C3%ADa-met%C3%A1lica-ingresa-a-pacto/2801405416618752/>
- ²¹ 16 avril 2020. Mayuri Castro, “Ecuador: las actividades mineras no están de cuarentena en la emergencia sanitaria por el COVID-19”, *Mongabay*: <https://es.mongabay.com/2020/04/mineria-en-ecuador-peligro-de-contagio-covid19/>
- ²² 31 mars 2020. Paul Harris, “Codelco and Enami form Llurimagua JV company”, *Mining Journal*: <https://www.mining-journal.com/copper-news/news/1359920/codelco-and-enami-form-llurimagua-jv-company>
- ²³ 16 avril 2020. Redacción Periodismo de Investigación, “Llurimagua, La Fiebre Del Cobre”, *Periodismo de Investigación*: <https://periodismodeinvestigacion.com/2020/04/16/llurimagua-la-fiebre-del-cobre/>
- ²⁴ 21 avril 2020. Cotacachi Municipality, “Open-Letter to President of Ecuador”, *DECOIN Facebook post*: <https://www.facebook.com/decoinorg/photos/pcb.1928094900657356/1928088510657995/?type=3&theater>
- ²⁵ 13 avril 2020. Pueblo Shuar Arutam, “Accion Urgente”, Open-letter published on *Pueblo Shuar Arutam Facebook*: <https://www.facebook.com/cgpsha/photos/pcb.2363827103923667/2363824987257212/?type=3&theater>
- ²⁶ 3 mars 2020. Joan Baxter, ““Coronavirus Convention”, *Halifax Examiner*: <https://www.halifaxexaminer.ca/province-house/coronavirus-convention/>
- ²⁷ 14 mai 2020. Accion Ecologica et. Al., “COVID-19 in the Ecuadorian Amazon: Over 100 Organizations Show Solidarity With Indigenous Shuar Arutam, Repudiate Mining Companies for Putting Communities at Grave Risk”, *MiningWatch Canada*: <https://miningwatch.ca/news/2020/5/14/covid-19-ecuadorian-amazon-over-100-organizations-show-solidarity-indigenous-shuar>
- ²⁸ 17 avril 2020. Mining Technology, “B2Gold employee in Mali mine tests positive for Covid-19”, *Mining Technology*: <https://www.mining-technology.com/news/b2gold-employee-mali-mine-tests-positive-covid-19/>
- ²⁹ 10 mai 2020. Staff Reporter, “Fekola operations continue amid COVID-19 infections”, *Mining Journal*: <https://www.mining-journal.com/covid-19/news/1386592/fekola-operations-continue-amid-covid-19-infections>
- ³⁰ 21 avril 2020. Martin Catalan Lerma, “Denuncia UNTA que minera de Slim en Mazapil desacata declaratoria de contingencia sanitaria”, *La Jornada Zacatecas*: <http://ljz.mx/2020/04/21/denuncia-unta-que-minera-de-slim-en-mazapil-desacata-declaratoria-de-contingencia-sanitaria/>
- ³¹ Scarlett Llamas, “Trabajadores de minera Frisco Tayahua paran labores; denuncian falta de pago e insumos insuficientes”, *La Jornada Zacatecas*: <http://ljz.mx/2020/04/30/trabajadores-de-minera-frisco-tayahua-paran-labores-denuncian-falta-de-pago-e-insumos-insuficientes/>
- ³² 8 mai 2020. Sergio Elias Uribe Sierra, “Covid-19 y Minería en México”, *OCMAL*: <https://www.ocmal.org/covid-19-y-mineria-en-mexico/>
- ³³ 26 avril 2020. Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA), “FIRMA PETICION «Cese al hostigamiento, las amenazas y la represión en contra de Roberto de la Rosa”, *REMA*: <http://www.remamx.org/2020/04/firma-peticion-cese-al-hostigamiento-las-amenazas-y-la-represion-en-contra-de-roberto-de-la-rosa/>
- ³⁴ 4 avril 2020. “Dalradian Offices Still Open”, *Twitter Account Post of Councillor Emmet McAleer – Independent*: https://twitter.com/McAleer_1/status/1246360990817665025
- ³⁵ 24 mars 2020. First Quantum Minerals, “First Quantum Provides Update”, *First Quantum Minerals*: <https://first-quantum.com/English/announcements/announcements-details/2020/First-Quantum-Provides-Update/default.aspx>

- ³⁶ 4 avril 2020. Ministère de la Santé, Panama. Twitter Post, <https://twitter.com/MINSAPma/status/1246847177177083905>
- ³⁷ 7 avril 2020. First Quantum Minerals, “First Quantum Announces Heightened Quarantine Measures At Cobre Panama”, *First Quantum Minerals*: <https://www.first-quantum.com/English/announcements/announcements-details/2020/First-Quantum-Announces-Heightened-Quarantine-Measures-At-Cobre-Panama/default.aspx>
- ³⁸ 30 avril 2020. Redaccion Mi Diario, “Hay más de 100 mineros positivos por el coronavirus, mientras que 850 se mantienen en cuarentena”, *Mi Diario*: <https://www.midiario.com/nacionales/hay-mas-de-100-mineros-positivos-por-el-coronavirus-mientras-que-850-se-mantienen-en-cuarentena/>
- ³⁹ 19 mai 2020. Redaccion Mi Diario, “Fallece otro minero a causa del Covid-19”, *Mi Diario*: <https://www.midiario.com/nacionales/fallece-otro-minero-a-causa-del-covid-19/>
- ⁴⁰ 31 mars 2020. Antamina “Sobre nuevos casos de COVID-19 en Ancash”, *Antamina*: <https://www.antamina.com/noticias/sobre-nuevos-casos-de-covid-19-en-ancash/>
- ⁴¹ Curieusement, cette vidéo et ce communiqué de presse ont été retirés de *La Republica* mais nous incluons le lien vers l'histoire précédente avec le titre « Mineros exigen pruebas de descarte ante aumento de casos », <https://larepublica.pe/sociedad/2020/04/03/coronavirus-en-peru-mineros-exigen-pruebas-de-descarte-ante-aumento-de-casos-ancash-huaraz-lrmd/>; <https://muqui.org/noticias/trabajadores-de-campamento-de-antamina-protestan-y-exigen-que-les-hagan-pruebas-de-covid-19/>
- ⁴² 13 avril 2020. Antamina, “Antamina hará una suspensión temporal de operaciones: Porque no se trata de la mina sino de la salud, seguridad y tranquilidad de todos”, *Antamina*: <https://www.antamina.com/noticias/antamina-hara-suspension-temporal-operaciones/>
- ⁴³ 30 avril 2020. Andina, “Antamina lamenta deceso de trabajador minero por el coronavirus”, *Antamina*: <https://andina.pe/agencia/noticia-antamina-lamenta-deceso-trabajador-minero-por-coronavirus-795353.aspx>
- ⁴⁴ 27 avril 2020. Reuters, “Peruvian copper mine Antamina reports 210 positive COVID-19 cases”, *The Toronto Sun*: <https://torontosun.com/news/world/peruvian-copper-mine-antamina-reports-210-positive-covid-19-cases/wcm/0d225fd1-15ac-40b2-90cf-6cf69dd246e3>
- ⁴⁵ 11 mai 2020. Derechos Humanos Sin Fronteras (Cusco), MiningWatch Canada, “COVID-19: Canadian Mining Company Endangers Workers and Communities in Peru”, *MiningWatch Canada*: <https://miningwatch.ca/news/2020/5/11/covid-19-canadian-mining-company-endangers-workers-and-communities-peru>
- ⁴⁶ 9 mai 2020. Derechos Humanos Sin Fronteras (Cusco), “REPORTE N° 01-2020-DHSF”, *Derechos Humanos Sin Fronteras*: <https://derechosinfronteras.pe/reporte-n-01-2020-dhsf/>
- ⁴⁷ 24 mai 2020. Servindi, “Minería y petróleo: Las consecuencias devastadoras de los privilegiados”: <http://www.servindi.org/actualidad-noticias/24/05/2020/mineria-y-petroleo-las-consecuencias-devastadoras-de-los>
- ⁴⁸ 26 mars 2020. Coordinadora de Derechos Humanos Nacional, “Frente al coronavirus, ATENCIÓN NACIONAL para los afectados por metales tóxicos”, Coordinadora de Derechos Humanos Nacional: http://derechoshumanos.pe/2020/03/frente-al-coronavirus-atencion-nacional-para-los-afectados-por-metales-toxicos/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+CoordinadoraNacionalDerechosHumanos+%28Coordinadora+Nacional+de+Derechos+Humanos%29
- ⁴⁹ 12 mai 2020. Craig Guthrie, “COVID-19 hits Olimpiada, but operation unaffected”, *Mining Magazine*: <https://www.miningmagazine.com/covid-19/news/1386662/covid-19-hits-olimpiada-but-operation-unaffected>
- ⁵⁰ 20 mai 2020. Anna Golubova, “Putin orders Russian army to help contain COVID-19 outbreak at country's largest gold mine”, *Kitco News*: <https://www.kitco.com/news/2020-05-20/Putin-orders-Russian-army-to-help-contain-COVID-19-outbreak-at-country-s-largest-gold-mine.html>
- ⁵¹ 20 mai 2020. Moscow Times, “Russia Cordons Virus-Hit Gold Mine in Siberia”, *The Moscow Times*: <https://www.themoscowtimes.com/2020/05/20/russia-cordons-virus-hit-gold-mine-in-siberia-a70321>

- ⁵² 24 mars 2020. Staff Reporter, “South Africa mines to shut in nation-wide lockdown”, *Mining Journal*: <https://www.mining-journal.com/politics/news/1383505/south-africa-mines-to-shut-in-nation-wide-lockdown>
- ⁵³ 16 avril 2020. Raoul, “AMCU Disappointed By Lacking Covid-19 Regulations For Mining And Energy”, AMCU: <https://amcu.co.za/amcu-disappointed-by-lacking-covid-19-regulations-for-mining-and-energy/>
- ⁵⁴ 18 mai 2020. Raoul, “AMCU Calls For Universal Covid-19 Testing At Mines”, AMCU: <https://amcu.co.za/amcu-calls-for-universal-covid-19-testing-at-mines/>
- ⁵⁵ 24 mai 2020. BBC World News, “Coronavirus in South Africa: Outbreak closes Mponeng gold mine”, BBC: <https://www.bbc.com/news/world-africa-52791780>
- ⁵⁶ 24 mai 2020. Anglo Gold Ashanti Ltd., “AngloGold Ashanti Statement Provides Update on Positive Cases at Mponeng Mine”, Anglo Gold Ashanti: https://thevault.exchange/?get_group_doc=143/1590325457-AngloGoldAshantiStatementProvidesUpdateonPositiveCasesatMponengMine.pdf
- ⁵⁷ 18 mai 2020. Staff Reporter, “First COVID-19 mineworker death in South Africa”, *Mining Journal*: <https://www.mining-journal.com/covid-19/news/1387082/first-covid-19-mineworker-death-in-south-africa>
- ⁵⁸ 4 mai 2020. Diverses organisations de la société civile colombienne, « Urgent action required to guarantee the rights and safety of defenders, social leaders, and communities in the context of COVID-19 pandemic and obligatory social isolation measures », Business and Human Rights: https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/documents/COL_Civil%20Society%20Letter%20to%20the%20UNP_May%204%202020.pdf
- ⁵⁹ 27 mai 2020. INDEPAZ, “Líderes Sociales Y Defensores De Derechos Humanos Asesinados En 2020”, INDEPAZ: <http://www.indepaz.org.co/paz-al-liderazgo-social/>
- ⁶⁰ 17 mai 2020. Valle, “Asesinan a Jorge Enrique Oramas, líder social y ambientalista en Cali”, *Semana*: <https://www.semana.com/nacion/articulo/jorge-enrique-oramas-lider-social-fue-asesinado-en-cali/672002>
- ⁶¹ 11 mai 2020. Impacto, “Aumenta la minería ilegal en los Farallones de Cali durante la cuarentena”, *Semana*: <https://sostenibilidad.semana.com/impacto/articulo/coronavirus-en-colombia-aumenta-la-mineria-ilegal-en-los-farallones-de-cali-durante-la-cuarentena/50807>
- ⁶² s/d. CENSAT Noticias, “Asesinatos diarios, la pandemia en Colombia | Llamamiento internacional para detener la violencia contra el pueblo colombiano”, CENSAT: <https://censat.org/es/noticias/asesinatos-diaros-la-pandemia-en-colombia-llamamiento-internacional-para-detener-la-violencia-contra-el-pueblo-colombiano>
- ⁶³ 18 mai 2020. Reuters, “Ecuador restarts mines after quarantine; neighbors protest”, *Mining.com*: <https://www.mining.com/web/ecuador-restarts-mines-after-quarantine-neighbors-protest/>
- ⁶⁴ 18 mai 2020. Cronica, “Detenidos En Zamora Quedaron Libres”. *Cronica*: <https://www.cronica.com.ec/informacion/zamora/item/27130-detenidos-en-zamora-quedaron-libres>
- ⁶⁵ 21 avril 2020. Karen Spring and Judy Ancel, “Hondurans Protest as Elites Attempt to Use Pandemic to Enrich Themselves”, *Inequality.org*: <https://inequality.org/research/honduras-pandemic/>
- ⁶⁶ 6 mai 2020. CEHPRODEC, “El Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario (CEHPRODEC), ante la opinión pública, nacional e internacional”, OCMAL: <https://www.ocmal.org/el-centro-hondureno-de-promocion-para-el-desarrollo-comunitario-cehprodec-ante-la-opinion-publica-nacional-e-internacional/>
- ⁶⁷ 27 février 2020. EarthRights International, “Criminalized Guapinol Earth Rights Defenders Should be Immediately Released”, *EarthRights International Blog*: <https://earthrights.org/blog/criminalized-guapinol-earth-rights-defenders-should-be-immediately-released/>

- ⁶⁸ 31 janvier 2017. Global Witness, “Honduras: The Deadliest Country In The World For Environmental Activism”, *Global Witness*: <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/honduras-deadliest-country-world-environmental-activism/>
- ⁶⁹ Mai 2020. Diverses organisations des droits de l’homme – Honduras, “Octavo Manifiesto Público: No Al Código Penal”, Déclaration Pdf en ligne: https://drive.google.com/file/d/1djMhAcabt_MuufpD6JfC6xIILme4RZjd/view
- ⁷⁰ 16 mai 2020. Redaccion desInformemonos, “Al menos cuatro defensores han sido asesinados durante el confinamiento en México: Red TDT”, *desInformemonos*: <https://desinformemonos.org/al-menos-cuatro-defensores-han-sido-asesinados-durante-el-confinamiento-en-mexico-red-tdt/>
- ⁷¹ 9 avril 2020. Red Mexicana de Afectados por la Minería (REMA), “Comunicado Adán Vez Lira Otra Víctima Del Modelo Extractivo”, REMA: <http://www.remamx.org/2020/04/comunicado-adan-vez-lira-otra-victima-del-modelo-extractivo/>
- ⁷² 16 mai 2020. Ezequiel Flores Contreras, “Ejecutan a opositor a la minera Media Luna en Cocula, Guerrero”, *Proceso*: <https://www.proceso.com.mx/630356/ejecutan-a-opositor-a-la-minera-media-luna-en-cocula-guerrero>
- ⁷³ Mai 2020. Eli Rivera, “Asesinan a 2 periodistas y 4 activistas durante contingencia”, *NORESTE*: <https://noreste.net/nacional/asesinan-a-2-periodistas-y-4-activistas-durante-contingencia/>
- ⁷⁴ 12 mai 2020. Human Rights Watch, “Peru: Law Protects Abusive Policing”, *Human Rights Watch*: <https://www.hrw.org/news/2020/05/12/peru-law-protects-abusive-policing>
- ⁷⁵ 31 mars 2020. Red Muqui, “Análisis De La Inconstitucional “Ley De Protección Policial – Ley N° 31012”, Red Muqui: <https://muqui.org/noticias/analisis-de-la-inconstitucional-ley-de-proteccion-policial/>
- ⁷⁶ 2019. EarthRights International, “Informe: Convenios entre la Policía Nacional y las empresas extractivas en el Perú. Análisis de las relaciones que permiten la violación de los derechos humanos y quiebran los principios del Estado democrático de Derecho.”, https://drive.google.com/file/d/1tNTEp6aVg-sz_X_L39MNqWslpvqT7IG/view
- ⁷⁷ 21 mai 2020. Mongabay, “Deaths, arrests and protests as Philippines re-emerges from lockdown”, *Mongabay.com*: <https://news.mongabay.com/2020/05/deaths-arrests-and-protests-as-philippines-re-emerges-from-lockdown/>
- ⁷⁸ 6 avril 2020. Mongabay.com, “Standoff over Philippines’ Didipio mines escalates despite COVID-19 lockdown”, *Mongabay*: <https://news.mongabay.com/2020/04/standoff-over-philippines-didipio-mines-escalates-despite-covid-19-lockdown/>
- ⁷⁹ 29 avril 2020. Legal Rights and Natural Resources Center et. Al. “Global Civil Society Organizations Condemn Violent Dispersal of Indigenous Peoples’ Mining Barricade in the Philippines”, *MiningWatch Canada*: <https://miningwatch.ca/news/2020/4/29/global-civil-society-organizations-condemn-violent-dispersal-indigenous-peoples>
- ⁸⁰ 30 avril 2020. UN Human Rights Office of the High Commissioner, “Philippines mine standoff: Indigenous and environmental rights must be respected, say UN experts”, *UN Human Rights*: https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25850&LangID=E&fbclid=IwAR3TSj81OCvmLmNDu43BMWTghrmq_nOP6QrP9aXq78_J4nFgTSFoCzM67xA
- ⁸¹ 30 avril 2020. Kalikasan, “Press Release: Justice For Jory Porquia, Environmental Defender”, *Kalikasan Facebook Post*: <https://www.facebook.com/kalikasan/photos/a.520244671442663/2070479893085792/?type=3&theater>
- ⁸² 28 avril 2020. Seda Taskin, “Environmentalists Cleared from Protest Camp in Turkey while Mining Operations Continue.” *Morning Star*: <https://morningstaronline.co.uk/article/environmentalists-cleared-protest-camp-turkey-while-mining-operations-continue>
- ⁸³ 9 mai 2020. Duvar English, “Environmentalists protesting Kaz mountains mine imposed a fine of \$8,000”, *duvaR.english*: <https://www.duvarenglish.com/environment/2020/05/09/environmentalists-protesting-kaz-mountains-mine-imposed-a-fine-of-8000/>

84 15 octobre 2019. Niall McGee, “Alamos Gold suspends Turkish mine construction”, *The Globe and Mail*: <https://www.theglobeandmail.com/business/article-amos-gold-suspends-turkish-mine-construction/>

85 6 août 2019. Thompson Reuters, “Thousands protest at Turkish gold mine owned by Canadian company”, *CBC News*: <https://www.cbc.ca/news/business/turkey-cdn-mine-amos-protest-1.5237104>

86 8 mai 2020. Newcrest Mining, “Newcrest partners with University of Queensland in support of COVID-19 vaccine research”, *Newcrest Mining*: https://www.newcrest.com/sites/default/files/2020-05/200508_Newcrest%20partners%20with%20University%20of%20Queensland%20in%20support%20of%20COVID19%20vaccine%20research%20-%20Media%20Release.pdf

87 7 mai 2020. Melisha Yafoi, “NEWCREST has just secured 55,000 test-kits”, *Post Courier*: <https://postcourier.com.pg/newcrest-secures-55000-covid-19-rapid-test-kits/>

88 Hiver 2018. Rainforest Action Group, “Newcrest Background Information”, Rainforest Action Group: <https://rainforestactiongroup.org/wp-content/uploads/2018/07/NEWCREST.pdf>

89 17 janvier 2019. MiningWatch Blog, “Investigators’ Study of Canadian/Swedish Mining Project in Ecuador Yields Disturbing Results”, *MiningWatch Canada*: <https://miningwatch.ca/blog/2019/1/17/investigators-study-canadianswedish-mining-project-ecuador-yields-disturbing-results>

90 25 août 2019. Rainforest Action Group, “Environmental concerns at Cascabel”, *Rainforest Action Group*: <https://rainforestactiongroup.org/environmental-concerns-at-cascabel/>

91 s/d. Business & Human Rights Resource Centre, “Côte d’Ivoire: Mining impacts on communities in Hiré”, *Business & Human Rights Resource Centre*: <https://www.business-humanrights.org/en/c%C3%B4te-d%E2%80%99ivoire-mining-impacts-on-communities-in-hir%C3%A9>

92 19 janvier 2019. Business and Human Rights Resource Centre, “Papua New Guinea: Mining co. Lihir Gold accused of water over-extraction & mine waste dumping in marine environment”, *Business and Human Rights Resource Centre*: <https://www.business-humanrights.org/en/papua-new-guinea-mining-co-lihir-gold-accused-of-water-over-extraction-mine-waste-dumping-in-marine-environment>

93 14 janvier 2019. RNZ, “Landowners on PNG’s Lihir seek compensation for water usage”, RNZ: <https://www.rnz.co.nz/international/pacific-news/380083/landowners-on-png-s-lihir-seek-compensation-for-water-usage>

94 22 mars 2020. Vale, “Vale brings to Brazil 5 million test kits in humanitarian aid to fight the new coronavirus”, *Vale*: <http://www.vale.com/EN/aboutvale/news/Pages/vale-brings-to-brazil-5-million-test-kits-in-humanitarian-aid-to-fight-the-new-coronavirus.aspx>

95 20 mars 2020. Bruno Lyra, “Covid-19 – Sindicato diz que Vale esta fazendo demissoes generalizadas no ES e MG”, *Tempo Novo*: <https://www.portaltimonovo.com.br/covid-19-sindicato-diz-que-vale-esta-fazendo-demissoes-generalizadas-no-es-e-mg/>

96 30 avril 2020. Vale, “Minutes Of The Annual And Extraordinary Shareholders’ Meetings Of The Shareholders Of Vale S.A., Held On April 30th, 2020”, Vale : http://www.vale.com/EN/investors/corporate-governance/notices-minutes-corporate-documents/NoticiesMinutesCorporateDocs/Ata%20AGOE%202020_i.pdf

97 See London Mining Network questions on Brazil: <https://www.angloamerican.com/investors/shareholder-information/agm/agm2020/agm-2020-anglo-american-response-to-shareholder-questions>

98 4 avril 2020. Cerrejon, “Cerrejón and the La Guajira government join forces to deliver water to nearly 300,000 vulnerable people in the department”, Cerrejon Responsible Mining: <https://www.cerrejon.com/index.php/cerrejon-y-la-gobernacion-se-unen-para-llevar-agua-300-000-personas-en-la-guajira/?lang=en>

99 s/d. Anglo American, “Anglo American response to shareholder questions AGM 2020”, Anglo American: https://www.angloamerican.com/~/_media/Files/A/Anglo-American-Group/PLC/documents/agm-2020-shareholder-responses.pdf

- ¹⁰⁰ 28 août 2017. Colectivo de Abogados, “Comunidades de La Guajira llaman a frenar la expansión minera de El Cerrejón”, *Colectivo de Abogados*: <https://www.colectivodeabogados.org/?Comunidades-de-La-Guajira-llaman-a-frenar-la-expansion-minera-de-El-Cerrejon>
- ¹⁰¹ 5 mai 2020. CINEP/PPP “Comunidades de La Guajira denuncian falta de acceso al agua por la operación minera en Cerrejón”, *Tweet from @CINEP_PPP account*: https://twitter.com/CINEP_PPP/status/125767775823126530
- ¹⁰² 20 juin 2019. Richard, “Saving the river: the struggle for Colombia’s Arroyo Bruno”, *London Mining Network*: <https://londonminingnetwork.org/2019/07/saving-the-river-the-struggle-for-colombias-arroyo-bruno/>
- ¹⁰³ 8 avril 2020. Parlamento del Pueblo Xinka, “Citizen Complaint Via the Xinka Parliament of Guatemala”, Twitter post from Xinka Parliament @PAPXIGUA: <https://twitter.com/PAPXIGUA/status/1247934955872751616>
- ¹⁰⁴ 15 mai 2020. Pan American Silver, “Letter to Business & Human Rights Resource Centre” Business & Human Rights Resource Centre, “https://www.business-humanrights.org/sites/default/files/documents/Pan%20American%20Silver_1-2.pdf”
- ¹⁰⁵ 6 mai 2020. Earthworks, “Xinka people of Guatemala and thousands of international supporters demand answers from Pan American Silver”, *Earthworks*: <https://earthworks.org/media-releases/xinka-people-of-guatemala-and-thousands-of-international-supporters-demand-answers-from-pan-american-silver/>
- ¹⁰⁶ 24 mars 2020. Jared Olson, “Honduras’s Deadly Water Wars”, *The Nation*: <https://www.thenation.com/article/world/honduras-mine-conflict/>
- ¹⁰⁷ 15 novembre 2019. Gilberto Lopez y Rivas, “La maldición minera amenaza de nueva cuenta a Morelos”, *Jornada*: <https://www.jornada.com.mx/2019/11/15/opinion/024a2pol>
- ¹⁰⁸ 7 mai 2020. Dalradian Gold Limited, “Dalradian Gold donates £50,000 to Marie Curie”, *Northern Ireland Chamber of Commerce and Industry*: <http://www.northernirelandchamber.com/member-news/219355/>
- ¹⁰⁹ Gouvernement britannique. “New radon map for Northern Ireland published”. <https://www.gov.uk/government/news/new-radon-map-for-northern-ireland-published>
- ¹¹⁰ American Cancer Society. “Radon and Cancer” <https://www.cancer.org/cancer/cancer-causes/radiation-exposure/radon.html>
- ¹¹¹ 21 août 2019. [Niamh Ni Bhriain](https://www.tni.org/en/article/save-our-sperrins-water-more-precious-than-gold). “Save Our Sperrins: Water, more precious than gold” *Transnational Institute*. <https://www.tni.org/en/article/save-our-sperrins-water-more-precious-than-gold>
- ¹¹² 9 avril 2020. Barrick Gold Corp. “Barrick Joins Fight Against Covid-19 in Senegal”, *Junior Mining Network*: <https://www.juniorminingnetwork.com/junior-miner-news/press-releases/315-nyse/gold/75539-barrick-joins-fight-against-covid-19-in-senegal.html>
- ¹¹³ 8 avril 2020. Barrick Gold Corp. “Barrick Joins Fight Against Covid-19 in the DRC”, *Junior Mining Network*: <https://www.juniorminingnetwork.com/junior-miner-news/press-releases/315-nyse/gold/75440-barrick-joins-fight-against-covid-19-in-the-drc.html>
- ¹¹⁴ February 11, 2020, Ventures Africa, “Barrick Faces Fresh Legal Battle Over Alleged Human Rights Abuses in Tanzania”, *MiningWatch Canada*: <https://miningwatch.ca/news/2020/2/11/barrick-faces-fresh-legal-battle-over-alleged-human-rights-abuses-tanzania>
- ¹¹⁵ 8 avril 2020. Barrick Gold Corp., “Barrick Joins Fight Against Covid-19 in Tanzania”, *Junior Mining Network*: <https://www.juniorminingnetwork.com/junior-miner-news/press-releases/315-nyse/gold/75443-barrick-joins-fighcc-against-covid-19-in-tanzania.html>
- ¹¹⁶ 9 avril 2020. Barrick Gold Corp. “Barrick Joins Fight Against Covid-19 in Côte d’Ivoire”, *Junior Mining Network*: <https://www.juniorminingnetwork.com/junior-miner-news/press-releases/315-nyse/gold/75542-barrick-joins-fight-against-covid-19-in-cote-d-ivoire.html>

- ¹¹⁷ 16 avril 2020. Teck Resources, “Teck Announces \$20 million COVID-19 Response Fund”, Teck Resources: <https://www.teck.com/news/news-releases/2020/teck-announces-20-million-covid-19-response-fund>
- ¹¹⁸ 8 mai 2020. MiningWatch Canada, “Teck Under Fire as Fears of COVID-19 Outbreak Sweep Chilean Mining Town”, MiningWatch Canada: <https://miningwatch.ca/news/2020/5/8/teck-under-fire-fears-covid-19-outbreak-sweep-chilean-mining-town>
- ¹¹⁹ 20 mars 2020. Paul Fischer, “B.C. mine workers fear Teck not taking adequate precautions against coronavirus”, *The Narwhal*: <https://thenarwhal.ca/b-c-mine-workers-fear-teck-not-taking-adequate-precautions-against-coronavirus/>
- ¹²⁰ 27 avril 2020. Reuters, “Peruvian copper mine Antamina reports 210 positive COVID-19 cases”, *The Toronto Sun*: <https://torontosun.com/news/world/peruvian-copper-mine-antamina-reports-210-positive-covid-19-cases/wcm/0d225fd1-15ac-40b2-90cf-6cf69dd246e3>
- ¹²¹ 9 avril 2020. Teck Resources, “Teck Responds to April 8 Globe & Mail Story”, *Teck Resources*: <https://www.teck.com/news/news-releases/2020/teck-responds-to-april-8-globe-and-mail-story>
- ¹²² 13 avril 2020. Niall McGee and Eric Reguly, “Teck Resources draws criticism in B.C. for running mine during pandemic”, *The Globe and Mail*: <https://www.theglobeandmail.com/business/article-teck-resources-facing-calls-to-shut-down-coal-mines-in-british/>
- ¹²³ s/d. Responsible Mining Index 2020, “Anglo American”, *Responsible Mining Index*: <https://2020.responsibleminingindex.org/en/companies/48>
- ¹²⁴ 6 avril 2020. Anglo American, “Anglo American Provides Extensive Covid-19 Support To Employees And Host Communities Where It’s Most Needed”, *Anglo American*: <https://www.angloamerican.com/media/press-releases/2020/06-04-2020>
- ¹²⁵ 29 septembre 2015. BBC World News, “Peru anti-mining protest sees deadly clashes”, *BBC*: <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-34389803>
- ¹²⁶ 3 mai 2020. The Guardian Business “Why is the Covid commission backing a fertiliser plant as its top recovery project?”, *The Guardian*: <https://www.theguardian.com/business/2020/may/03/why-is-the-covid-commission-backing-a-fertiliser-plant-as-its-top-recovery-project>
- ¹²⁷ 12 mai 2020. Katharine Murphy, “Zali Steggall increasingly concerned about Morrison government’s Covid Commission”, *The Guardian*: <https://www.theguardian.com/australia-news/2020/may/13/zali-steggall-increasingly-concerned-about-morrison-governments-covid-commission>
- ¹²⁸ 13 mai 2020. Sandi Keane, “Covert-19: Government stacks Covid Commission with oil and gas mates, cosy deals follow”, *Michael West Media, Independent Journalists*: <https://www.michaelwest.com.au/covert-19-government-stacks-covid-commission-with-oil-and-gas-mates-cosy-deals-follow/>
- ¹²⁹ 16-22 mai. Karen Middleton, “Parliament bypassed for Covid-19 legislation”, *The Saturday Paper*: <https://www.thesaturdaypaper.com.au/news/politics/2020/05/16/parliament-bypassed-covid-19-legislation/15895512009842>
- ¹³⁰ 22 mai 2020. Jake Spring, “Brazil minister calls for environmental deregulation while public distracted by COVID”, *Reuters*: <https://www.reuters.com/article/us-brazil-politics-environment/brazil-minister-calls-for-environmental-deregulation-while-public-distracted-by-covid-idUSKBN22Y30Y>
- ¹³¹ 14 avril 2020. Jake Spring and Lisandra Paraguassu, “Televised raid on illegal Amazon mining angers Brazil government, leads to sacking”, *Reuters*: <https://www.reuters.com/article/us-brazil-environment/televised-raid-on-illegal-amazon-mining-angers-brazil-government-leads-to-sacking-idUSKCN21W31A>
- ¹³² 12 avril 2020. Globo, “Covid-19 chega às aldeias e operação tenta barrar novas invasões de terras indígenas”, *Globo*: <https://g1.globo.com/fantastico/noticia/2020/04/12/covid-19-chega-as-aldeias-e-operacao-tenta-barrar-novas-invasoes-de-terras-indigenas.ghtml>

- 133 20 avril 2020. Amazon Watch, “Indigenous Peoples Across the Amazon Issue Demands in Response to Coronavirus Pandemic”, Amazon Watch: <https://amazonwatch.org/news/2020/0420-indigenous-peoples-across-the-amazon-issue-demands-in-response-to-coronavirus-pandemic>
- 134 29 avril 2020. ASCEMA, “Carta Aberta À Sociedade”, ASCEMA Nacional: http://www.ascemanacional.org.br/wp-content/uploads/2020/04/Carta_Aberta_ASCEMA_-28-04-2020.pdf
- 135 20 avril 2020. Amazon Watch, “Indigenous Peoples Across the Amazon Issue Demands in Response to Coronavirus Pandemic”, Amazon Watch: <https://amazonwatch.org/news/2020/0420-indigenous-peoples-across-the-amazon-issue-demands-in-response-to-coronavirus-pandemic>
- 136 31 mars 2020. Mauricio Angelo, “Anglo American seeking to mine on indigenous lands in Brazil’s Amazon”, Mongabay: <https://news.mongabay.com/2020/03/anglo-american-seeking-to-mine-on-indigenous-lands-in-brazils-amazon/>
- 137 20 février 2020. Ana Beatriz Anjos et. al., “The Companies and Individuals Attempting to Mine on Indigenous Lands in Brazil”, *Publica*: <https://apublica.org/2020/02/the-companies-and-individuals-attempting-to-mine-on-indigenous-lands-in-brazil/>
- 138 12 mai 2020. Nathalie Unterstell, “Can Brazil’s Armed Forces Protect the Amazon?” *Americas Quarterly*: <https://www.americasquarterly.org/article/can-the-armed-forces-protect-the-amazon/>
- 139 13 mai 2020. Justine Coleman, “Deforestation of Amazon rainforest accelerates during pandemic: report”, *The Hill*: <https://thehill.com/policy/energy-environment/497524-deforestation-of-amazon-rainforest-accelerates-during-pandemic>
- 140 12 avril 2020. Reuters, “Bolsonaro says Brazil rainforest reserve may be opened to mining”, *Reuters*: <https://uk.reuters.com/article/us-brazil-amazon-mining/bolsonaro-says-brazil-rainforest-reserve-may-be-opened-to-mining-idUKKCN1RO29H>
- 141 12 février 2020. Brazil’s Indigenous People Articulation – APIB, “Statement in condemnation of draft Law n° 191/20, on the exploration of natural resources on indigenous lands”, *APIB*: <http://apib.info/2020/02/12/statement-in-condemnation-of-draft-law-no-19120-on-the-exploration-of-natural-resources-on-indigenous-lands/?lang=en>
- 142 6 mai 2020. Movimento pelas Serras e Águas de Minas, “Nota de Repudio”, Facebook Page of *Movimento pelas Serras e Águas de Minas*: <https://www.facebook.com/movimentopelasserraseaguasdeminas/photos/a.371833749676898/1302041339989463/?type=3&theater>
- 143 See London Mining Network’s questions to Anglo American at the 2020 AGM: <https://www.angloamerican.com/investors/shareholder-information/agm/agm2020/agm-2020-anglo-american-response-to-shareholder-questions>
- 144 5 mai 2019. Sharon J. Riley, “Alberta suspends at least 19 monitoring requirements in oilsands, citing coronavirus concerns”, *The Narwhal*: <https://thenarwhal.ca/alberta-suspends-19-oilsands-environmental-monitoring-requirements-coronavirus-concerns/>
- 145 7 mai 2020. Bob Weber, “First Nations worried by suspension of oil sands environmental monitoring”, *The Globe and Mail*: <https://www.theglobeandmail.com/canada/alberta/article-first-nations-worried-by-suspension-of-oil-sands-environmental/>
- 146 6 mai 2020. Athabasca Chipewyan First Nation, “Statement by Chief Allan Adam of the Athabasca Chipewyan First Nation on Alberta Energy Regulator suspension of oil sands site monitoring”, *ACFN*: <https://www.acfn.com/single-post/2020/05/06/Statement-by-Chief-Allan-Adam-of-the-Athabasca-Chipewyan-First-Nation-on-Alberta-Energy-Regulator-suspension-of-oil-sands-site-monitoring>
- 147 7 mai 2020. Agrupacion Social y Cultural Putaendo Resiste, “Putando contra la gran minería: un caso demostrativo del funcionamiento del SEIA en tiempos de pandemia”, *OLCA*: <http://olca.cl/articulo/nota.php?id=107891>
- 148 5 mai 2020. Natalie Gilbert, “El grave prontuario de la minera Los Andes Copper que amenaza a Putaendo”, *Proyecto Aurora*: <https://www.proyectoaurora.cl/index.php/2020/05/05/el-grave-prontuario-de-la-minera-los-andes-copper-que-amenaza-a-putaendo/>

- ¹⁴⁹ 21 abril 2020. Putaendo Libre, “Urge Suspensión Total De Plazos Del Sistema De Evaluación De Impacto Ambiental”, *Putaendo Libre*: <http://putaendolibre.com/urge-suspension-total-de-plazos-del-sistema-de-evaluacion-de-impacto-ambiental/>
- ¹⁵⁰ 27 abril 2020. Putaendo Libre: “Putaendo despertó, Piñera manda militares: ¿Cómo sigue la lucha contra la minera en Putaendo?” *Putaendo Libre*: <http://putaendolibre.com/putaendo-desperto-pinera-manda-militares-como-sigue-la-lucha-contra-la-minera-en-putaendo/>
- ¹⁵¹ 25 abril 2020. Putaendo Libre, “Multitudinaria marcha en Putaendo por la aprobación de los 350 sondeos a espaldas del pueblo”, *Putaendo Libre*: <http://putaendolibre.com/multitudinaria-marcha-en-putaendo-por-la-aprobacion-de-los-350-sondajes-a-espaldas-del-pueblo/>
- ¹⁵² 27 mai 2020. MiningWatch Canada, “Support Chile’s “First Territory Free of Mining” – Send a Message to the Canadian Ambassador to Chile”, MiningWatch Canada: <https://miningwatch.ca/blog/2020/5/27/support-putaendo>
- ¹⁵³ 20 mai 2020. Lucio Cuenca Berger, “Informe sobre ingreso abusivo de proyectos al Sistema de Evaluación de Impacto Ambiental (SEIA) en tiempos de Pandemia”, *OLCA*: http://olca.cl/articulo/nota.php?id=107913&fbclid=IwAR2plz0_gCCB_NZrFrAHJoOm6ga3gZ9ie7iJM75vIOq_TXn1cgRSp260F8k
- ¹⁵⁴ 7 mai 2020. Agrupacion Putaendo Resiste, “Putaendo contra la gran minería: un caso demostrativo del funcionamiento del SEIA en tiempos de pandemia”, *El Desconcierto*: <https://www.eldesconcierto.cl/2020/05/07/putaendo-contra-la-gran-mineria-un-caso-demostrativo-del-funcionamiento-del-seia-en-tiempos-de-pandemia/>
- ¹⁵⁵ 15 abril 2020. Redaccion Medio Ambiente, “Indígenas rechazan consultas previas virtuales impulsadas por el gobierno en medio de la pandemia”, *El Espectador*: <https://www.elespectador.com/coronavirus/indigenas-rechazan-consultas-previas-virtuales-impulsadas-por-el-gobierno-en-medio-de-la-pandemia-articulo-914742>
- ¹⁵⁶ 12 mai 2019. Brent Patterson, “100,000 march in Colombia to protect drinking water from mining company”, *Rabble.ca*: <https://rabble.ca/blogs/bloggers/brent-patterson/2019/05/100000-march-colombia-protect-drinking-water-mining-company>
- ¹⁵⁷ 20 abril 2020. Procuraduría General de la Nación, “Ref: Petición del Comité para la Defensa del Agua y los Paramos de Santurban”, *Twitter post from @ComiteSanturban*: <https://twitter.com/ComiteSanturban/status/1252783250625499143/photo/1>
- ¹⁵⁸ 8 mai 2020. Aro, “Minería, una opción más que disputada para reactivar la economía en Ecuador”, *El Mercurio*: <https://ww2.elmercurio.com.ec/2020/05/08/mineria-una-mas-que-disputada-opcion-para-reactivar-la-economia-en-ecuador/>
- ¹⁵⁹ 30 abril 2020. Mayra Pacheco, “Gobierno implementará un plan para reactivar la minería en medio de la pandemia del COVID19”, *El Comercio*: <https://www.elcomercio.com/actualidad/gobierno-plan-reactivacion-mineria-covid19.html>
- ¹⁶⁰ 15 mai 2020. Ministère de l'Énergie et des Ressources Non Renouvelables, Équateur. “Protocolo de prevención y bioseguridad para el sector minero frente a la pandemia del COVID19”, *Ministerio de Energía y Recursos No Renovables*: <https://www.recursoyenergia.gob.ec/wp-content/uploads/2020/05/PROTOCOLO-MINAS-Firmado.pdf>
- ¹⁶¹ mars 29, 2020. Redacción Criterio, “Gobierno de Honduras crea plataforma digital para no detener los proyectos extractivos”, *Criterio*: <https://criterio.hn/gobierno-de-honduras-crea-plataforma-digital-para-no-detener-los-proyectos-extractivos/>
- ¹⁶² 31 août 2020. Redacción Criterio, “Gobierno de Honduras declara en secreto las licencias y todos los trámites ambientales”, *Criterio*: <https://criterio.hn/gobierno-de-honduras-declara-en-secreto-las-licencias-y-todos-los-tramites-ambientales/>
- ¹⁶³ 30 mars 2020, Instituto Hondureño de Energía y Minas, “Comunicado INHGEOMIN-001”, *INHGEOMIN*: <https://www.inhgeomin.gob.hn/images/Avisos/2020/Comunicado%20INHGEOMIN-001%2030-03-2020.pdf>

¹⁶⁴ 13 mai 2020. Hans Nicolas Jong, “With new law, Indonesia gives miners more power and fewer obligations”, *Mongabay*: https://news.mongabay.com/2020/05/indonesia-mining-law-minerba-environment-pollution-coal/?utm_source=Mongabay+Newsletter&utm_campaign=ac274e277e-Newsletter_2020_04_30_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_940652e1f4-ac274e277e-67239123

¹⁶⁵ 17 mai 2020. Redacción Gestion, “Reactivación de proyectos Conga y Tía María “tiene que darse en algún momento”, dice el Minem”, *Gestión*: <https://gestion.pe/economia/coronavirus-peru-reactivacion-de-proyectos-conga-y-tia-maria-tienen-que-darse-en-algun-momento-sostiene-titular-del-minem-covid-19-nndc-noticia/>

¹⁶⁶ 20 mai 2020. Jaime Borda, “Reactivación Económica: Agro, Tía María Y Conga”, *Red Muqui*: <https://muqui.org/noticias/reactivacion-economica-agro-tia-maria-y-conga/>

¹⁶⁷ 21 mai 2020. Coordinadora Nacional de Derechos Humanos Peru, “Decreto No. 1500 sobre reactivación económica debilita la institucionalidad ambiental”, *BLOG CNDDHH*: <http://derechoshumanos.pe/2020/05/decreto-no-1500-sobre-reactivacion-economica-debilita-la-institucionalidad-ambiental/>

¹⁶⁸ 14 avril 2020. Miranda Wilson, “State officials, environmentalists split on local impacts of EPA enforcement change”, *Las Vegas Sun*: <https://lasvegassun.com/news/2020/apr/14/state-environmentalists-split-impacts-epa-enforce/>

¹⁶⁹ 2019. Manuel Perez Rocha and Jen Moore, “Extraction Casino: Mining Companies Gambling with Latin American Lives and Sovereignty Through International Arbitration”, *IPS/MiningWatch Canada/CIEL*: <https://ips-dc.org/report-extraction-casino/>

¹⁷⁰ 26 mars 2020. Jen Moore, “Guatemalan Water Protectors Persist, Despite Mining Company Threats”, *Inequality*: <https://inequality.org/research/guatemalan-water-protectors/>

¹⁷¹ 19 mai 2020. Corporate Europe Observatory and Transnational Institute, “Cashing in on the Pandemic”, *TNI Longreads*: <https://longreads.tni.org/cashing-in-on-the-pandemic/>

